

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À  
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES

PAR  
PASCAL GAGNON

« LA PRATIQUE DE LA CHASSE DANS LE COMTÉ DE RIMOUSKI,  
1930-1980 »

Août 2002

2126

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

## RÉSUMÉ

Au début de la crise économique de 1930, le Québec constitue une société industrialisée. Toutefois, dans le Bas-Saint-Laurent, la récession ébranle l'industrie forestière, base économique de la région. Afin de subsister, de nombreux colons braconnent le gibier sur les terres privées et publiques. Cela cause des frictions avec les élites qui détiennent alors des baux exclusifs de chasse et de pêche sur les terres publiques. Ces baux représentent le principal moyen d'appropriation du territoire lors de la période étudiée, qui s'étend de 1930 à 1980.

Dans le Bas-Saint-Laurent, des bourgeois anglophones originaires des grands centres urbains du nord-est de l'Amérique introduisent le modèle des clubs en s'appropriant les meilleures rivières à saumon de la région. La bourgeoisie régionale utilise ensuite le modèle en établissant de nombreux clubs de chasse et de pêche dans le comté rimouskois, allant jusqu'à monopoliser l'ensemble des terres publiques. La plupart du temps, les membres d'un club proviennent tous d'un même groupe social.

Lorsqu'éclate la Deuxième Guerre mondiale, les activités des clubs se trouvent momentanément compromises à cause des restrictions sur les produits de consommation, dont l'essence. Quant à la population vivant en milieu rural, la chasse représente un

moyen de se procurer de la viande à peu de frais et de minimiser l'impact du rationnement. La période de l'Après guerre marque un accroissement de la consommation. Nombreux sont ceux qui s'achètent une automobile et qui ont également l'occasion de devenir membre d'un club de chasse. La classe moyenne adopte ainsi des manières de faire de l'élite.

Toutefois, le système des clubs ne suffit pas à répondre à la demande et le mécontentement gagne ceux qui n'ont pas accès aux ressources. Si bien que dès les années 1950, des mouvements de contestation se mettent en place tant au niveau régional que provincial. Il s'ensuit des tensions entre les membres de ces mouvements et ceux des clubs privés. À la fin des années 1970, le gouvernement québécois n'a plus le choix et procède à la révocation des baux. Désormais, toute la population possède des chances égales d'accéder aux ressources cynégétiques.

## **REMERCIEMENTS**

Je désire remercier mon directeur de recherches, Paul-Louis Martin et mon co-directeur, Normand Brouillette, pour les judicieux conseils qu'ils m'ont apportés tout au long de mes recherches et de la rédaction de ce mémoire. Je tiens également à remercier ma famille qui m'a soutenu tout au long de cette démarche.

## TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<b>RÉSUMÉ</b> .....	i
<b>REMERCIEMENTS</b> .....	iii
<b>TABLE DES MATIÈRES</b> .....	iv
<b>LISTE DES FIGURES</b> .....	vii
<b>LISTE DES CARTES</b> .....	viii
<b>INTRODUCTION</b> .....	1
<b>CHAPITRE 1 : LE CONTEXTE</b> .....	8
1. Le contexte général .....	8
1.1 La Crise .....	8
1.2 Le peuplement .....	10
1.3 La Seconde guerre mondiale .....	13
2. Le cadre légal .....	15
2.1 Les clubs de chasse .....	15
2.2 Les concessions forestières .....	19
<b>CHAPITRE 2 : LES CLUBS DE CHASSE ET DE PÊCHE</b> .....	22
1. Les premiers clubs du Bas-Saint-Laurent .....	22
1.1 La pêche au saumon : l'application du modèle dans la région .....	22
1.2 Les premiers clubs du comté rimouskois .....	23

2. La composition sociale et le fonctionnement des clubs .....	29
2.1 Le Club Caribou .....	29
2.2 Le Club Taché .....	30
2.3 Le Club Leblanc des Eaux-Mortes .....	34
2.4 Le Club Labbé .....	37
<b>CHAPITRE 3 : LES MEMBRES DES CLUBS .....</b>	<b>40</b>
1. La société, l'élite et les clubs de chasse .....	40
1.1 La grande bourgeoisie .....	40
1.2 La moyenne bourgeoisie .....	42
1.3 Les élites traditionnelles .....	44
2. La lutte au braconnage .....	47
2.1 Principale cause des faibles récoltes .....	47
2.2 Les clubs privés et le braconnage .....	49
2.3 Une forme de contestation .....	55
3. Un discours moral .....	56
<b>CHAPITRE 4 : LES PRÉMISSSES DU DÉCLUBAGE .....</b>	<b>59</b>
1. Une période de changements sociaux .....	59
1.1 L'Après-guerre .....	59
1.2 La Révolution tranquille .....	62
2. L'éclosion des groupes de contestations .....	64
2.1 Les premiers groupes de contestations régionaux .....	64
2.2 Le MACPTC .....	66

3. Le livre d'Henri Poupart .....	69
4. La professionnalisation de la gestion de la faune .....	74
4.1 Un problème en voie de résolution .....	74
4.2 Un pas vers la décentralisation .....	75
<b>CHAPITRE 5 : LE DÉCLUBAGE</b> .....	77
1. La réserve Horton/Rimouski .....	77
1.1 L'origine de la réserve .....	77
1.2 Un geste planifié .....	78
2. La Réserve Duchénier .....	81
2.1 L'origine de la réserve .....	81
2.2 Le point de vue des membres .....	86
2.3 Le fonctionnement de l'organisme .....	90
3. L'Opération Gestion Faune .....	91
3.1 Les solutions antérieures à l'opération.....	91
3.2 La mise en marche de l'opération .....	92
3.3 La solution retenue .....	94
<b>CONCLUSION</b> .....	98
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	103



## LISTE DES FIGURES

	Pages
Figure 1 : L'original .....	47
Figure 2 : Le cerf de Virginie .....	48

## LISTE DES CARTES

	Pages
Carte 1 : Le comté de Rimouski .....	2
Carte 2 : La population du Bas-Saint-Laurent en 1931 .....	11
Carte 3 : Les concessions forestières du comté de Rimouski .....	21
Carte 4 : Les territoires de chasse du comté de Rimouski .....	28
Carte 5 : La population du Bas-Saint-Laurent en 1976 .....	61
Carte 6 : Les territoires de chasse et de pêche en 1998 .....	97

## INTRODUCTION

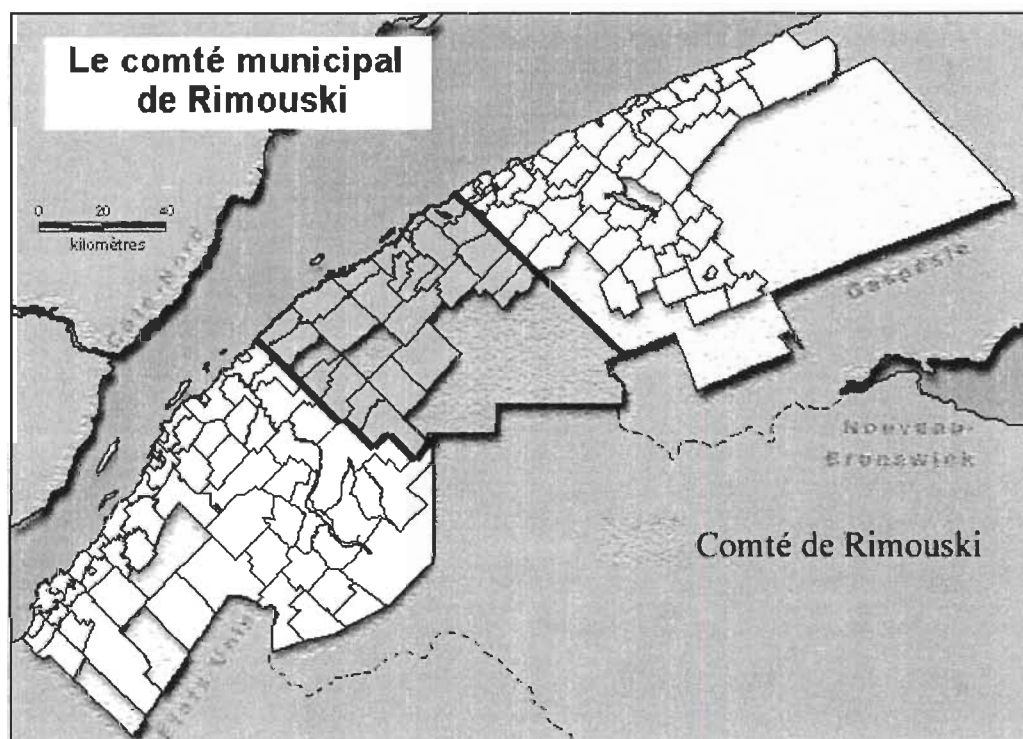
Pendant longtemps, la chasse reste une activité intimement liée à la subsistance des colons, que ce soit sous les régimes français et anglais ou plus récemment lors des poussées colonisatrices de la crise économique des années 1930. Pourtant, très tôt au dix-neuvième siècle, les plus fortunés de la société chassent pour leur seul plaisir. Avec l'amélioration progressive du niveau de vie au cours du XX<sup>e</sup> siècle, la valeur sportive de la chasse tend à dominer au point d'être associée étroitement à la culture populaire québécoise. Si l'affirmation vaut pour l'ensemble de la province, elle vaut davantage encore pour les régions périphériques où les vastes territoires peu peuplés favorisent la faune sauvage, dans le Bas-Saint-Laurent par exemple.

Toutefois, dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les autorités gouvernementales constatent une diminution évidente des ressources cynégétiques, qui les pousse à créer des entités, les clubs privés, visant à protéger le gibier. Si bien que dans les années 1880, dès que la législation et les moyens de transport le permettent, de nombreux hommes d'affaires américains et canadiens, aux moyens financiers largement au-dessus de la moyenne, commencent à louer de vastes concessions dans le but d'y pratiquer la chasse. Le système des clubs peut alors se généraliser. Au départ, le peuple ne s'en soucie guère puisque ces territoires exclusifs se situent

relativement loins des lieux habités. Mais peu à peu, les intérêts des membres de clubs et ceux des colons entrent en conflit en raison de leur relative proximité.

Ce mémoire porte sur l'accès au territoire et sur son appropriation dans le cadre de la pratique de la chasse entre 1930 et 1980 dans le comté municipal de Rimouski. L'analyse des phases successives de ce processus constitue l'objectif général de la recherche. S'y rattache un questionnement important, à savoir quelles sont les personnes qui accèdent à ce territoire et comment elles se l'approprient.

Le comté de Rimouski se situe sur la rive sud du fleuve, dans le Bas Saint-Laurent à l'est de Québec. La région se caractérise principalement par son éloignement des grands centres urbains. De nombreux auteurs parlent effectivement



**Carte 1 : Le comté municipal de Rimouski**

Source : Atlas électronique du Bas-Saint-Laurent

d'une région périphérique. Le comté municipal de Rimouski possède l'avantage d'offrir des limites précises du territoire à étudier. De plus, on y retrouve une variété de formes d'appropriation du territoire. Enfin, des documents tels que *L'inventaire des ressources naturelles* réfèrent constamment au comté. Ce qui explique le choix de cette unité comme cadre géographique d'étude.

Une telle recherche nécessite la mise à contribution de plusieurs types de sources. On a d'abord recours à des ouvrages sur l'histoire générale et la géographie du Québec afin de bien replacer le fil de notre histoire et le territoire à l'étude dans leur contexte. Mentionnons d'abord Raoul Blanchard et ses vastes études sur le Québec. Ce dernier a fait, dans les années 30, une analyse géo-historique de l'occupation du territoire québécois. Dans son livre *L'est du Canada français : la province de Québec*, il ne néglige aucune région du Québec, tant aux plans de la géographie physique que de l'histoire de l'occupation du territoire. Plus récemment, les auteurs de *l'Atlas historique du Québec* se sont également préoccupés de faire une histoire du Québec empreinte d'une dimension territoriale. Pour le Bas-Saint-Laurent, l'ouvrage *Histoire du Bas-Saint-Laurent* fait une bonne place aux rapports au territoire par le biais de l'exploitation forestière, de l'agriculture et de la colonisation. On y puise ainsi de bons repères chronologiques.

L'étude de la pratique de la chasse donne lieu à plusieurs ouvrages qui offrent une analyse éclairante sur le problème de l'accessibilité. Pour une vision globale de l'histoire de la chasse au Québec, il faut se référer à l'étude de Paul-Louis Martin, *La chasse au Québec*. Il s'agit d'une enquête ethnographique qui dresse

d'abord un aperçu historique de la chasse de l'époque de la Nouvelle-France à nos jours. Cet ouvrage nous procure une analyse des jalons marquant le passage d'une chasse de subsistance à la chasse sportive. On y retrace les législations les plus importantes de même que l'avènement des clubs de chasse, leur fonctionnement et leur disparition au profit de réserves fauniques, zones d'exploitation contrôlées (ZEC) ou autres entités. Également, l'auteur y traite de la pratique de la chasse en tant que telle en présentant les habitats et l'alimentation des gibiers, les types de chasse pratiqués et les techniques qui s'y rattachent.

Dans son ouvrage *C'est arrivé par chez nous*, Paul Lemieux s'attarde à l'histoire du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie. Pour nous, l'aspect le plus intéressant de ce livre est que l'auteur y traite des clubs de chasse et de pêche de la région, de l'implication gouvernementale qui mène à une plus grande accessibilité au territoire par le remplacement des clubs de chasse par les entités mentionnées plus haut. À la différence de Paul-Louis Martin, Paul Lemieux aborde la question sur une base régionale, plutôt que provinciale, par le biais de l'histoire d'un ministère en particulier.

Les rapports annuels des nombreux ministères ayant eu la responsabilité de la chasse et de la gestion de la faune représentent des documents incontournables. En effet, ils nous permettent de retracer tout ce qui concerne la législation et les problèmes environnementaux liés à l'exploitation des ressources fauniques. Par ailleurs, des études gouvernementales comme l'inventaire des ressources naturelles effectué à la fin des années 1930 nous indiquent l'état de la situation du territoire à

ce moment-là. Les journaux nationaux et régionaux permettent quant à eux de retracer les luttes liées aux revendications des groupes populaires qui désirent un meilleur accès au territoire.

On a pu consulter plusieurs fonds d'archives publiques et privées. Le fonds du ministère du Tourisme de la Chasse et de la Pêche, par exemple, offre des données impossibles à retrouver dans les rapports annuels. Quant aux fonds privés, ils ont surtout servi à mettre en lumière le fonctionnement des clubs, leur membership, bref leur histoire. Les archives de la famille Reford ont permis par exemple de reconstituer l'histoire du Club Caribou. Les archives du Séminaire de Rimouski recèlent quant à elles des documents ayant appartenu au Club Taché. Enfin, les archives personnelles de Marcel Leblanc, de même que ses ouvrages sur le Club Leblanc des Eaux Mortes ont permis d'établir les liens qui unissaient les membres de ce club.

Afin de compléter ces informations, nous avons aussi obtenu des entretiens semi-dirigés avec d'anciens membres de clubs. Leur témoignage apporte également une note plus humaine à la problématique : on y perçoit l'émotion qui a animé les antagonistes au moment des différents événements. De même, on y dénote le plaisir que ces gens avaient à se réunir au club de chasse avec leurs proches. Le choix des trois personnes interviewées a été dicté par leur appartenance à des clubs en particulier. L'une d'entre-elles a été choisi pour son appartenance à un club faisant partie du secteur des 106 milles carrés, une autre parce qu'elle faisait partie d'un club dont le territoire fait aujourd'hui partie d'une ZEC et la dernière a été choisie car elle était membre d'un club aujourd'hui intégré à la Réserve Rimouski. Nous couvrons

donc les trois solutions adoptés dans le comté pour remplacer les clubs privés. Malheureusement, les entrevues n'ont pas permis de se documenter en vue d'effectuer une sociographie détaillée de l'ensemble des clubs présents dans le comté de Rimouski. L'absence d'information dans les ouvrages généraux et spécialisés et dans les fonds d'archives à ce sujet n'a donc pu être comblée.

L'ouvrage se divise en cinq chapitres. Le premier sert à situer les événements dans le contexte général du début de la période d'étude en traitant de la crise économique, de la structure du peuplement et de la Deuxième Guerre mondiale. Puis, nous examinons de près le cadre légal entourant l'accès au territoire pour la pratique de la chasse. Il sera d'une part question des clubs de chasse et de pêche et d'autre part des concessions forestières. L'immense espace occupé par ces dernières dans le comté de Rimouski fait qu'on ne peut les oublier dans une recherche de ce genre, d'autant plus qu'elles exercent un contrôle strict sur l'accès au territoire.

Dans le deuxième chapitre nous traitons de la mise en place des clubs dans le Bas-Saint-Laurent, soit les clubs de pêche au saumon de la vallée de la Matapédia et ensuite les premiers clubs de chasse du comté de Rimouski. Pour analyser la composition sociale et le mode de fonctionnement des clubs, nous étudions plus en détails quatre clubs : le Club Caribou, le Club Taché, le Club Leblanc-des-Eaux-mortes et le Club Labbé.

Le troisième chapitre s'intéresse à la bourgeoisie membre des clubs privés en tant que tels. Il s'agit d'abord de présenter ce groupe social et de mesurer son



influence dans la société. La présence de ses représentants dans les clubs privés engendre une contestation s'exprimant par le braconnage, qui les amène, afin de préserver leurs privilèges, à élaborer un discours moral utilisé tout au long de la période.

Le quatrième chapitre met en lumière les prémisses du déclubage dans le contexte des changements sociaux qui s'opèrent suite à la Deuxième Guerre mondiale et lors de la Révolution tranquille. Surgissent alors des groupes de pression qui revendiquent une libéralisation de l'accès au territoire. Viennent d'abord des organisations régionales puis un mouvement provincial, le Mouvement pour l'abolition des clubs privés de chasse et de pêche sur les terres de la couronne (MACPTC), dont on trouve un résumé dans le manifeste d'Henri Poupart : *Le scandale des clubs privés de chasse et de pêche*. Nous verrons enfin que dans les années 1960, la professionnalisation de la gestion de la faune constitue une étape essentielle vers la démocratisation de l'accès au territoire.

Enfin, le dernier chapitre examine les diverses solutions favorisant un meilleur accès aux ressources fauniques. Il s'agit tout d'abord de la mise en place de la Réserve Horton qui deviendra plus tard la Réserve Rimouski. Ensuite, nous nous attardons sur le cas de la Réserve Duchénier, un territoire très particulier dont la gestion relève à la fois du gouvernement et du milieu rural. Finalement, il sera question de l'Opération gestion faune, qui a mis un terme aux clubs privés de chasse dans la province.

## CHAPITRE 1

### LE CONTEXTE

#### 1. Le contexte

##### 1.1 La Crise

Au moment du krach boursier de 1929, le Québec forme depuis quelques années une société urbaine et industrialisée. Le milieu rural demeure tout de même fort important puisqu'il représente 40 % de la population<sup>1</sup>. Désormais l'industrie constitue l'activité économique principale. Bien sûr, l'économie occidentale a connu plusieurs crises auparavant, mais celle-ci se démarque tant par son ampleur que par sa gravité. Les échanges internationaux se trouvent désorganisés pour plusieurs années car de nombreux pays adoptent des mesures protectionnistes afin de contrer la crise. Si bien qu'il faut attendre 1937 pour voir l'économie mondiale retrouver son niveau de 1929. Quant aux Canadiens, très touchés par la Crise, ils doivent attendre 1940 pour retrouver ce même niveau<sup>2</sup>.

Dans le Bas-Saint-Laurent, la récession signifie le déclin de l'industrie forestière qui n'aura plus jamais l'importance qu'elle a eue lors des années 1920, moment où son activité atteint son apogée<sup>3</sup>. En fait toute l'industrie du bois de sciage et des pâtes et

---

<sup>1</sup> Linteau, Durocher, Robert, Ricard, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise. Tome I*, Montréal, Boréal, 1989, p. 11.

<sup>2</sup> *Ibid.* 14.

<sup>3</sup> Jean-Charles Fortin et Antonio Lechasseur, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Québec, IQRC, 1993, p. 419.

papiers au Québec subit les ratés de l'économie<sup>4</sup>. De nombreuses régions en souffrent. Le bois récolté dans le Bas-Saint-Laurent trouve difficilement preneur car les États-Unis imposent des barrières tarifaires et la Grande-Bretagne se tourne de plus en plus vers le bois de la Colombie-Britannique. Conséquemment, on constate un effondrement de la base économique de la région, de nombreuses entreprises devant alors déclarer faillite. En certains endroits de la région, l'épuisement de la ressource ligneuse accentue le choc causé par la Crise<sup>5</sup>.

Le Québec en subit les contrecoups à plusieurs niveaux. D'une part, les taux de natalité et d'immigration diminuent nettement. D'autre part, afin de subsister, de nombreuses familles utilisent leurs ressources au maximum. Le régime alimentaire des Québécois doit alors subir des modifications. Dans une région comme le Bas-Saint-Laurent où le monde rural demeure important, cela se traduit notamment par une recrudescence du braconnage. Dès 1931, le ministère de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries le constate, malgré des amendements à la loi de la chasse et de la pêche qui rendent les peines plus sévères. Selon l'auteur du rapport, cette année là, cette situation tire son origine de la crise économique; de nombreux ruraux s'adonnant par exemple à la chasse au chevreuil de nuit avec des projecteurs. Il écrit que :

*des milliers d'hommes habitués dans les bois et n'ayant rien à faire ont cru qu'ils pouvaient se livrer à ce genre de chasse. Les officiers du Département en ont pris un très grand nombre, mais dans la majorité des cas le département a*

---

<sup>4</sup> Linteau, Durocher, Robert, Ricard, *op. cit.* p. 14.

<sup>5</sup> Jean-Charles Fortin et Antonio Lechasseur, *op. cit.* p. 416-420.

*dû les libérer avec une sentence suspendue, après sévère avertissement, à cause de leur état de pauvreté<sup>6</sup>.*

Pour mettre fin à ce type de chasse, on invoque des questions d'ordre socio-économique plutôt qu'écologique. On cite d'abord les risques causés par les balles perdues. Puis, on parle de respect de la propriété privée, plusieurs cultivateurs ayant "perdu des animaux de prix" lors de chasses semblables<sup>7</sup>.

Dans ce contexte, la chasse et la pêche redeviennent pour les colons de l'arrière-pays des activités liées à la subsistance, voire à la survie. La récolte d'un cerf de Virginie ou la prise de quelques truites permettent de mettre un peu plus de viande fraîche sur la table. Dans la mesure où la majorité des contrevenants s'avèrent incapables de payer l'amende imposée en temps normal, l'importance de la ressource devient manifeste. La conjoncture économique amène donc de nombreux habitants des Hautes Terres à poser des gestes illégaux afin de subsister. Cette chasse de subsistance persistera quelque peu lors de la Seconde Guerre mais pour des raisons autres que la situation économique du pays.

## 1.2 Le peuplement

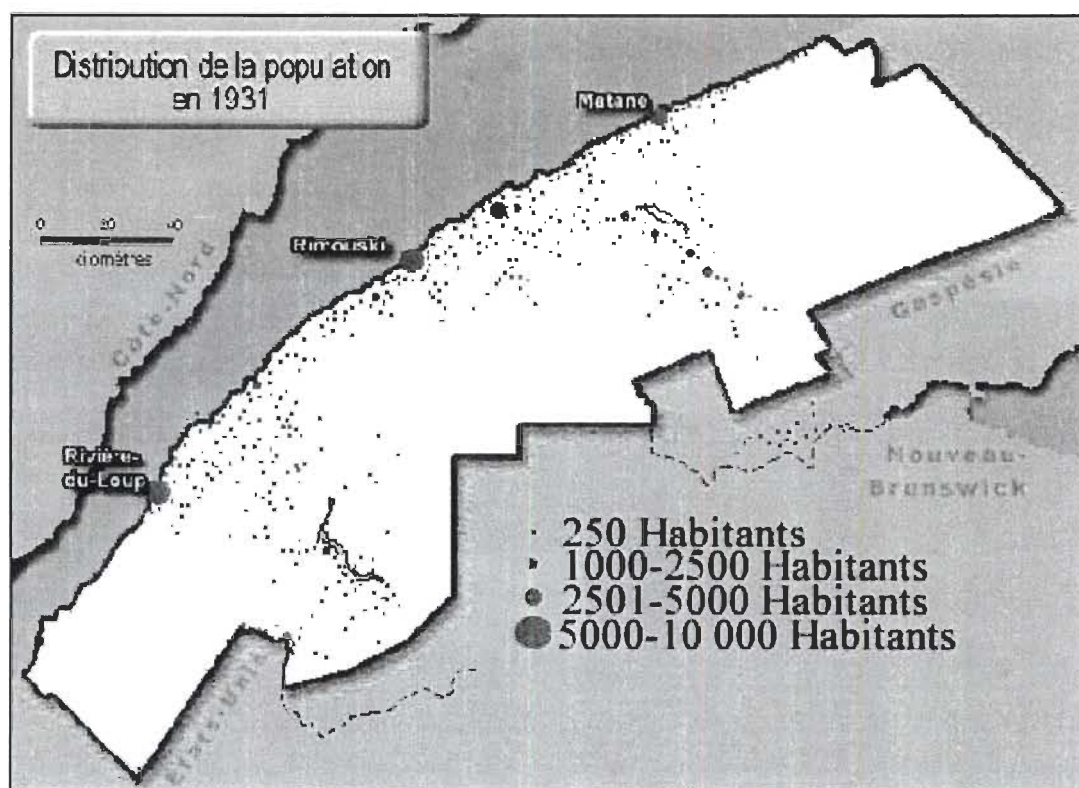
Le comté de Rimouski compte plusieurs types d'occupation de l'espace. La zone urbaine du comté qui s'articule autour de la ville de Rimouski se situe dans les Basses

---

<sup>6</sup> Québec, *Rapport général du ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries 1931*, Québec, Imprimeur du Roi, p.150.

<sup>7</sup> *Idem.*

Terres. Dans les années trente, celle-ci ne démontre encore qu'un caractère urbain peu prononcé. Sur la première terrasse, l'observateur de l'époque remarque un semis d'habitations de part et d'autre de la cathédrale. Sur la deuxième terrasse, la dispersion des maisons devient plus prononcée. On y retrouve malgré tout les éléments institutionnels qui rappellent la vocation urbaine de Rimouski: l'évêché, le séminaire, les couvents, l'hôtel de ville, la poste et les banques. Du côté ouest de la rivière, se trouve la scierie de la Compagnie Price qui a donné naissance à un faubourg<sup>8</sup>.



**Carte 2 : La population du Bas-Saint-Laurent en 1931**

Source : Atlas électronique du Bas-Saint-Laurent

<sup>8</sup> Raoul Blanchard, *L'est du Canada français : la province de Québec*, Montréal, Beauchemin, 1935, p. 178-179.

La décennie 1930 consacre le peuplement des plateaux appalachiens situés derrière Rimouski. Les gouvernements fédéral et provincial encouragent cette nouvelle colonisation afin de contrer les effets de la Crise. Bien que ce milieu rural ne présente pas d'habitations isolées, leur répartition dans l'espace se caractérise par la dispersion. Pour Blanchard, " il s'agit donc d'une dispersion en essaims très lâches, très ouverts, et ces essaims sont en réalité des lignes. Les groupes de maisons rurales sont des alignements de bâtiments, où d'une exploitation à l'autre la distance peut varier de 100 à 600 pieds ”<sup>9</sup>. Très peu de paroisses se vouent exclusivement à l'agriculture. En fait, la plupart d'entre elles sont de type agro-forestier. Dans ces endroits, le travail de la terre alterne avec le travail du bois : les agriculteurs tirent profit des produits de leur ferme, mais leur principal produit de vente demeure très souvent le bois. De plus, la majorité d'entre eux migre vers les chantiers forestiers l'hiver venu. De nombreuses autres paroisses se consacrent presque exclusivement au travail forestier, leurs habitants travaillant principalement dans les chantiers et dans les scieries. Bien que l'agriculture y soit existante, elle ne réussit pas à faire vivre les familles<sup>10</sup>.

Considérable, l'apport du boisé de ferme ne se limite cependant pas à la coupe du bois car plusieurs habitants en font leur terrain de chasse. En ces années de récession économique, les colons de l'arrière-pays rimouskois y récoltent le gibier nécessaire afin de subsister. Dans plusieurs régions on compte sur cette ressource alimentaire

---

<sup>9</sup> *Ibid.* p. 181.

<sup>10</sup> *Ibid.* p.221, 223.

notamment au Bas-Saint-Laurent, en Gaspésie, dans les Cantons de l'est et en Abitibi<sup>11</sup>. Comme de nombreuses fermes se trouvent alors inhabitées<sup>12</sup>, la chasse s'en trouve facilitée. Perpétuant la tradition de libre accès au territoire, bon nombre de colons-chasseurs se rendent sur ces boisés, qu'ils soient exploités ou non par quelqu'un d'autre. La dispersion du peuplement dans le comté rimouskois favorise ainsi ce type de chasse.

### 1.3 La Seconde Guerre mondiale

Le 10 septembre 1939, le Canada déclare la guerre à l'Allemagne, imitant la Grande-Bretagne qui l'avait fait 10 jours plus tôt. Dès lors, le gouvernement décrète la Loi des mesures de guerre afin de mobiliser toutes les ressources humaines et matérielles du pays. L'ensemble des forces productives nationales s'emploie à l'effort de guerre. L'utilisation de produits tels que le caoutchouc, l'essence et les métaux est désormais militaire. À partir de ce moment, le rationnement entre en vigueur : les achats de produits tels que la viande, le beurre, le sucre et l'essence se font à l'aide de coupons<sup>13</sup>.

Tout cela influence directement les activités de chasse et de pêche. Par exemple, les revenus que le gouvernement du Québec tire de la location des territoires de chasse et de pêche essuient une baisse. Le ministère y voit trois raisons : la première renvoie au rationnement de l'essence et à toutes les “restrictions sur les moyens de locomotion”. La deuxième a trait à l'enrôlement de plusieurs jeunes chasseurs dans l'armée. Quant

---

<sup>11</sup> Paul-Louis Martin, *Histoire de la Chasse au Québec*, Montréal, Éditions du Boréal, 1981, p. 239.

<sup>12</sup> Jean-Charles Fortin et Antonio Lechasseur, *op. cit.* p. 458.

<sup>13</sup> Linteau, Durocher, Robert, Ricard, *op. cit.* p. 88-89.

aux plus vieux, la guerre les retient davantage à leurs activités professionnelles. Enfin, on invoque l'imposition de nouvelles taxes qui ont pour principal effet de resserrer le budget de toute la population. Pour de nombreux chasseurs, les cotisations annuelles au club de chasse en subissent les contrecoups<sup>14</sup>.

Les restrictions touchent alors toutes les classes sociales. Lorsqu'il négocie la vente de son camp au Lac Caribou, Robert W. Reford se demande s'il pourra s'y rendre dans le courant de l'été. Il met justement en cause la restriction sur l'essence<sup>15</sup>. Ainsi, même pour ce grand bourgeois montréalais, la guerre a une influence directe sur les loisirs. De plus, comme il possède une compagnie de navigation, on devine que les affaires dues au conflit doivent le retenir à Montréal davantage qu'en temps de paix.

Dans la région de Rimouski, des agriculteurs semblent aussi chasser et piéger dans le but d'amasser un peu d'argent. Par exemple, une famille peut récolter des lièvres et des perdrix au collet. Le père, lorsqu'il va en ville pour faire des achats ou pour vendre du bois de chauffage, les vend à des familles plus aisées. À ce moment, un couple de lièvres vaut cinquante cents. Tandis que les perdrix se vendent un peu plus cher<sup>16</sup>. Dans ce contexte, ce type d'échange permet à la famille d'un agriculteur d'avoir une source de revenus supplémentaire. Quant à la famille aisée de la ville, l'achat de gibier permet de contourner les désagréments causés par le rationnement.

---

<sup>14</sup> Québec, *Rapport annuel du ministère de la Chasse et des Pêcheries 1942*, Québec, Imprimeur du Roi, 1942, p. 8.

<sup>15</sup> Robert W. Reford, " *Lettre au Révérend Grégoire Bélanger* ", archives de la famille Reford, Métis.

<sup>16</sup> Entretien avec l'informateur 3.



Les effets de la guerre diffèrent selon l'appartenance à un groupe social en particulier. Pour les habitants de l'arrière-pays, le rapport à la nature devient, momentanément à tout le moins, strictement utilitaire, avec espoir de revenu. Tandis que pour des familles de la petite et de la moyenne bourgeoisies de Rimouski, cela permet plutôt de se payer un petit luxe et de varier les menus. Quant au grand bourgeois montréalais qui doit parcourir une grande distance pour venir à son club, les activités de plein-air dans la région de Rimouski s'interrompent temporairement. Chez ce dernier, le conflit affecte les plaisirs de la table et les loisirs.

Après le conflit toutefois, les conditions économiques de la population s'améliorent. Intimement lié à cette amélioration, l'achat d'une automobile permet le développement du tourisme de masse. Le développement des réseaux de transport contribue donc à la mise en place des relations entre les groupes sociaux dont nous faisons état ici. Le train avait, par exemple, permis à la bourgeoisie des grands centres d'accéder à l'arrière-pays rimouskois et d'entrer ainsi en contact avec la population régionale. L'automobile permettra par la suite à de nombreux Rimouskois de fréquenter à leur guise les plateaux appalachiens, franchissant ainsi une autre étape de l'appropriation du territoire.

## 2. Le cadre légal

### 2.1. Les clubs de chasse

Le 19 mai 1885 l'Assemblée législative vote " l'Acte pour faciliter la formation

en cette province de clubs pour la protection du poisson et du gibier ». Cette loi résulte du constat d'incapacité des autorités gouvernementales à imposer le respect des règlements sur la protection de la faune. En effet, vu l'immensité du territoire provincial, le gouvernement n'a que peu de ressources humaines et financières à consacrer à cette cause. En se replaçant dans le contexte de l'époque, on constate que les moyens de transport ne permettent pas le déplacement rapide des gardes-chasse. De plus, le gouvernement ne perçoit pas d'impôts, ce qui limite ses revenus, d'où l'impossibilité d'embaucher du personnel pour surveiller le territoire. Par ailleurs, il existe déjà des clubs privés de chasse et de pêche qui occupent les terres publiques. Il s'agit donc d'appliquer ce système à toute la province afin que les clubs puissent faire observer les lois provinciales de protection de la faune. Ce que rend possible l'acte de 1885. Car auparavant une loi était votée pour instituer chaque nouveau club de chasse et de pêche. Dès lors, les membres d'un club peuvent poursuivre en cour de justice toute personne qui enfreint sur leur territoire les lois relatives à la protection du poisson et du gibier<sup>17</sup>. Le gouvernement sort doublement gagnant de la mise sur pied d'un tel système. Il lui permet enfin d'assurer une surveillance du territoire et de protéger les ressources fauniques, sans qu'il lui en coûte un dollar. De plus, par la location du territoire, il tire des revenus réguliers.

Cette loi précise que pour s'incorporer, un minimum de cinq personnes doivent en faire la demande. Celles-ci peuvent par la suite faire partie du club en question et

---

<sup>17</sup> Québec, *Statuts refondus de la Province de Québec, 1885*. P. 27.

acquérir les biens nécessaires à la pratique de leurs activités. Bien sûr, si le ministère établit qu'un club ne remplit pas son mandat de protection de la faune, ses pouvoirs peuvent lui être révoqués. Afin d'atteindre les objectifs de conservation, les membres doivent adopter tous les règlements qu'ils jugent nécessaires<sup>18</sup>. Ces règlements se trouvent généralement définis dans une charte qui porte le nom de " constitution et règlements du Club X ". Ce document sert d'abord à définir les buts du club. On y fixe aussi les modalités d'acceptation de nouveaux membres, la composition du conseil d'administration (ou de direction, l'appellation varie selon les clubs) et les attributions de ses officiers<sup>19</sup>. En général, le conseil de direction des clubs compte un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier. Leur élection s'effectue à l'assemblée générale. Lors de cette réunion annuelle des membres, on fixe aussi les prévisions budgétaires ainsi que les cotisations annuelles. Dans les cas étudiés par Paul-Louis Martin, ces réunions se tiennent la plupart du temps en janvier, ce qui permet de planifier la prochaine saison de pêche<sup>20</sup>. Toutefois, pour les quelques clubs observés dans le comté de Rimouski, on ne retrouve pas cette habitude, les assemblées annuelles se tenant plutôt en mai ou en juillet. Les règlements précisent justement les modalités quant à la tenue des assemblées de même que les droits et devoirs des membres ainsi que ceux du gardien<sup>21</sup>.

---

<sup>18</sup> *Idem*.

<sup>19</sup> " Constitution et règlements du Club Taché Inc. ", fonds d'archives du séminaire de Rimouski.

<sup>20</sup> Paul-Louis Martin, *op. cit.* p. 95.

<sup>21</sup> " Constitution et règlements du Club Taché Inc. ", fonds d'archives du séminaire de Rimouski.

L'État et les locataires fixent les termes de leur entente par le biais d'un bail de location. De cette manière, le gouvernement assujettit tous les clubs de la province aux mêmes clauses. Dans les années 1950, on en compte 17 qui concernent d'abord la location du territoire et les responsabilités qui en découlent. Par la suite, on précise les modalités de l'observation des lois<sup>22</sup> et de la surveillance du territoire tant par le gardien du club que par les gardes-chasse provinciaux. Le bail fait ensuite référence tant aux lois provinciales que fédérales qui se rapportent à la forêt et à la faune, dont la gestion est aussi abordée, celle des permis nécessaires pour la chasse et la pêche, ainsi que l'interdiction d'introduire dans les lacs et rivières sous bail des nouvelles espèces sans la permission du gouvernement. À propos de l'enregistrement des données, il y a d'abord obligation pour les clubs de produire un rapport annuel dans lequel s'inscrit le nombre de membres ainsi que la quantité de prises. De plus, les clubs doivent tenir un registre contenant des données similaires et le rendre accessible en tout temps aux gardes-chasse provinciaux. Enfin, on y fait état du bail en tant que tel, notamment dans un article introduit dans les années 1950 :

*Le ministère pourra en tout temps mettre fin au bail si les présentes conditions ne sont pas observées et le locataire ne sera admis à aucune indemnité. Le ministre se réserve également le droit de canceler le bail en tout temps, après un avis d'un mois, pour des raisons d'intérêt public, conformément à la loi<sup>23</sup>.*

Cette disposition vient accompagner la loi de la chasse et de la pêche qui précise que le gouvernement peut faire amender et abroger des règlements dans le but, notamment, de créer certaines réserves de chasse et de pêche et de déterminer à quelles conditions ces

---

<sup>22</sup> “Bail de chasse du Club Taché”, fonds d’archives du séminaire de Rimouski.

<sup>23</sup> *Idem*.

activités pourront s'y pratiquer. Il s'agit là d'un outil essentiel car à n'importe quel moment, le gouvernement peut reprendre possession des terres concédées et les convertir par exemple en réserves publiques.

## 2.2 Les concessions forestières

Les clubs privés ne sont pas les seuls à occuper les terres publiques. Déjà bien implantées en 1930 dans les Hautes Terres du comté, les compagnies forestières occupent par le biais de leurs concessions environ 50 % de ce territoire, représentant environ 1660 kilomètres carrés<sup>24</sup>. Ce régime voit le jour au cours du XIX<sup>e</sup> siècle alors que le gouvernement du Québec accorde à des individus et à des compagnies le droit de couper du bois sur les terres publiques de la province<sup>25</sup>. La plus vaste de ces concessions appartient à la Compagnie Price, quelques autres compagnies s'accaparant le reste du territoire. À côté des concessions, existent de vastes propriétés privées appartenant aussi à ces compagnies mais qui sont issues du régime seigneurial. Lorsque le Canada-Uni abolit ce vestige du Régime français en 1854, les terres non concédées deviennent alors la pleine propriété du seigneur. Ainsi, dans le comté de Rimouski, se trouve la seigneurie du lac Mitis qui appartient à la Compagnie Price. Cette dernière l'utilise à la fois pour l'exploitation forestière, la chasse et la pêche. Il en va de même pour les terres non concédées de la seigneurie Nicolas-Rioux que se partagent Brown Corporation et la

---

<sup>24</sup> Québec, *Inventaire des ressources naturelles. Section forestière. Comté municipal de Rimouski*, ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, 1942, p. 25.

<sup>25</sup> Québec, *Statuts refondus de la province de Québec 1964*, vol II, chap. 93, *Loi de l'utilisation des ressources forestières*, p. 551.

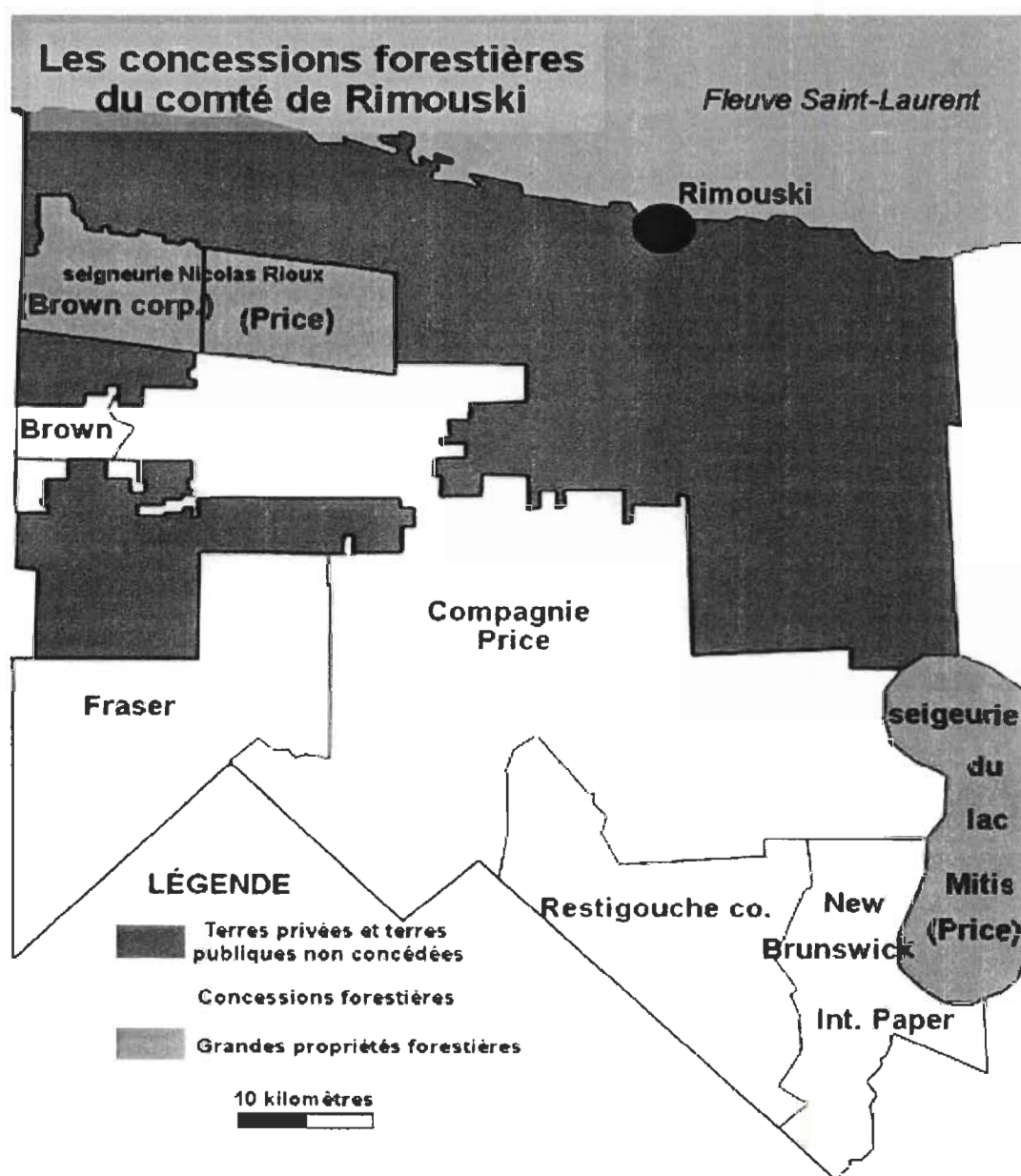
Compagnie Price. *L'inventaire des ressources naturelles*, publié en 1942, révèle que c'est 24 % du comté de Rimouski qui appartient à ces grands propriétaires<sup>26</sup>. Comme il s'agit de terrains privés, leur usage exclusif revient aux cadres et employés de ces compagnies.

Dans leur ouvrage *Forêt et société en Mauricie*, Hardy et Séguin écrivent que la forêt mauricienne a été l'objet d'une appropriation par une poignée de compagnies. À un point tel qu'ils parlent d'une réelle concentration<sup>27</sup>. Un phénomène semblable a lieu dans le Bas-Saint-Laurent et plus spécifiquement dans le comté de Rimouski, puisque tout près de 75 % du territoire appartient à quelques compagnies. On peut donc parler d'une très grande concentration. Ces compagnies contrôlent par ailleurs les allées et venues sur les terres publiques ainsi octroyées. Ce contrôle s'exerce généralement par une association de protection contre les incendies forestiers. Ainsi, toute personne qui désire y circuler doit se procurer un permis auprès de l'association qui surveille le territoire. En 1972, le gouvernement énonce de nouvelles politiques de gestion des ressources forestières qui entraîne la rétrocession progressive des concessions. Il faut toutefois attendre 1986 pour voir leur abolition officielle. La *Loi des forêts* mentionne alors que dès le premier avril 1987, toutes les concessions forestières seront abolies.

---

<sup>26</sup> Québec, *Inventaire des ressources naturelles*, op. cit. p. 25.

<sup>27</sup> René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie*, Montréal, Boréal Express, 1984, p. 31.



**Carte 3 : Les concessions forestières du comté de Rimouski**

Source : Inventaire des ressources naturelles

## CHAPITRE 2

### LES CLUBS PRIVÉS DE CHASSE ET DE PÊCHE

#### 1. Les premiers clubs du Bas-Saint-Laurent

##### 1.1 La pêche au saumon : l'application du modèle dans la région

Les anglophones connaissent le potentiel bas-laurentien depuis de nombreuses années car ils ont adopté cette région comme destination touristique privilégiée depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle : des stations balnéaires telles Cacouna, Notre-Dame-du-Portage et Métis-sur-Mer voient alors le jour. La construction de l'Intercolonial par le Canadien Pacifique, qui débute en 1869 pour s'achever en 1876, permet ainsi à Georges Stephen, le premier président de cette compagnie, de se porter acquéreur de terres bordant les rivières Matapédia et Causapschal dans le but d'y pêcher le saumon. En 1890 et 1892, il vend ses terres mais il conserve tout de même les droits de pêche.

Le Restigouche Salmon Club prend possession des lieux. En 1902, il revend ses terres au Club Matamajaw, fondé par six hommes d'affaires de New-York<sup>1</sup>. Grâce au train, la bourgeoisie accède maintenant à tout un territoire de façon confortable. De plus, comme le chemin de fer se situe à proximité de la Matapédia sur toute la longueur de celle-ci, les pêcheurs peuvent avoir aisément accès à toutes les fosses. D'autant plus que le Matamajaw possède tous les droits de pêche sur les rivières Matapédia, Humqui et

---

<sup>1</sup> Mildred Couturier, "Matamajaw Salmon Club", *Revue d'Histoire du Bas-Saint-Laurent*, XVII, No 2 (45), juin 1994, p. 13.



Causapscal. Le train permet donc d'accéder rapidement à toutes les fosses comprises entre Amqui et l'embouchure de l'Assemetguaghan. Par ailleurs, mentionnons l'importance du lien entre la ligne de l'Intercolonial et tout le réseau de chemin de fer du nord-est de l'Amérique qui permet aux pêcheurs de venir directement soit des grands centres américains soit des grands centres canadiens. La longueur du séjour, qui ne dure que 3 ou 4 jours, au Club Matamajaw confirme l'importance du train<sup>2</sup> : il importe en effet que le voyage entre le lieu de résidence, aux États-Unis ou au Canada, et la vallée soit le plus rapide possible. Il faut aussi tenir compte de l'origine sociale des membres, ces riches bourgeois new-yorkais, qui aiment se déplacer confortablement. Et justement, dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, seul le train permet de tels voyages sur une longue distance. La création de ces clubs de pêche constitue donc la première étape de l'appropriation du territoire pour des fins sportives, ouvrant la voie à la création des clubs de chasse.

## 1.2 Les premiers clubs du comté rimouskois

Dans le comté de Rimouski, les premiers clubs de chasse s'établissent dès 1880. Le colonel Winz, de Philadelphie, fonde le club Marguerite-Brooke qui occupe une superficie d'environ 300 milles carrés. Il se situe à l'intérieur des limites de l'actuelle Réserve Rimouski<sup>3</sup>. Ses membres y viennent une fois par année, au mois de septembre, afin d'y

---

<sup>2</sup> *Idem.*

<sup>3</sup> Paul Lemieux, *op. cit.* p. 123. Les listes qui apparaissent dans les rapports annuels du début du siècle ne font pas mention de ce club. Comme les auteurs qui en ont traité ne mentionnent pas les sources qu'ils ont utilisées, son existence demeure invérifiable. Le nom du colonel apparaît sous différents orthographes : Winz, Wing, Wentz. Il faut donc se fier au fait que son nom apparaît dans plusieurs ouvrages et que des gens se souviennent de l'existence de ce club, notamment notre

chasser l'orignal. La famille Winz demeure locataire jusqu'en 1939, année où décède le fils du colonel<sup>4</sup>. Les raisons du non-renouvellement du bail demeurent inconnues. Cependant, on sait qu'à ce moment l'orignal éprouve des difficultés à se maintenir sur le territoire, incitant les Winz à abandonner les lieux. Néanmoins, pendant 59 ans, l'un des meilleurs territoires de chasse et de pêche du comté reste entre les mains de cette famille américaine. Toutefois, le gouvernement du Québec reprend possession du territoire pour aussitôt le concéder à d'autres clubs dont le Marguerite-Louise qui occupe la plus vaste portion. En octroyant ainsi des espaces de plus faible étendue, on permet à plus de chasseurs d'accéder aux ressources.

Des trois membres fondateurs du Marguerite-Louise, deux pratiquent la médecine à Rimouski. Rapidement, d'autres membres se greffent à ce groupe. La plupart appartiennent aux classes commerçantes et professionnelles des régions de Rimouski et de Québec. Dans notre territoire d'étude, ce club détient les droits d'entrée les plus élevés. En effet, un nouveau venu doit déboursier 2000 dollars comme coût d'adhésion. Par la suite, les cotisations annuelles s'élèvent à 500 dollars. Parmi les invités, on note surtout la présence d'avocats, de médecins et d'hommes d'affaires<sup>5</sup>.

La région compte beaucoup d'autres clubs, dont le Club Rimouski, fondé antérieurement à 1896. La première décennie du XX<sup>e</sup> siècle en voit naître de nombreux

---

informateur 2.

<sup>4</sup> Paul Lemieux, *op. cit.* p. 124.

<sup>5</sup> Entretien avec l'informateur 2.

autres. Dans le secteur des 106 milles carrés, relevons les clubs Anglo-Américain et Angus, fondés respectivement en 1904 et 1907. Ainsi que le Scott Fish & Game Club possédé par des Américains de Marbleton, dans l'État de New-York. Dans les années 1940 et 1950, les membres de ces deux clubs font généralement leur voyage en train. Par exemple, les New-Yorkais et Bostonnais qui font partie des clubs Scott et Anglo-Américain arrivent par train. Ils débarquent à la gare du Bic où les attendent leurs guides. Un avocat de la région, P.-É. Gagnon, occupe le poste de secrétaire du club Scott. Il s'occupe d'engager les guides, d'acheter les denrées nécessaires au séjour des membres et de les accueillir lors de leur arrivée dans la région<sup>6</sup>. Voilà un bel exemple où le transport ferroviaire est essentiel. Mais dans les années d'après guerre, les clubs de chasse se généralisent surtout grâce à l'automobile<sup>7</sup>. L'avènement de ce moyen de transport et l'amélioration considérable du réseau routier transforment toute la vie économique et sociale. Dans le Bas-Saint-Laurent, la démocratisation de l'automobile doit attendre les années 50 et 60. Il n'en demeure pas moins qu'à ce moment les premières infrastructures sont en place<sup>8</sup>.

Les améliorations que subissent les voies de communication de l'arrière-pays facilitent entre autres les déplacements des chasseurs sur le territoire. Le temps mis pour se rendre de sa résidence principale à son camp de chasse ne cesse de diminuer au fur

---

<sup>6</sup> Entretien avec l'informateur 1.

<sup>7</sup> Il faut en effet attendre les années 1940 pour voir l'asphaltage des routes provinciales. Dans le Bas-Saint-Laurent, elles sont au nombre de trois : la 2 la 6 et la 10.

<sup>8</sup> Jean-Charles Fortin et Antonio Lechasseur, *op. cit.* p. 489-492.

et à mesure que progressent les améliorations routières. Cette facilité d'accès au territoire constitue bien l'une des caractéristiques du comté de Rimouski. Dès 1885 J.B. Lepage soumet au Commissaire des Terres de la Couronne un rapport d'exploration du comté de Rimouski. Il y mentionne que “ pour ce qui est des moyens de communication, j'ai rarement parcouru de pays, où il soit plus facile d'y communiquer par des chemins dans toutes les directions<sup>9</sup> ”. L'exploitation forestière favorise elle aussi la mobilité des personnes sur le territoire. Ainsi en 1939, dans le cadre de ses opérations, la Compagnie Price construit un chemin qui permet de traverser tout le territoire du Club Caribou en automobile. Désormais, les membres du club n'ont plus à laisser leur voiture au chemin Taché et à emprunter une voiture à cheval pour faire le reste du voyage<sup>10</sup>. S'ensuivent des modifications dans le comportement des chasseurs : R.W. Reford par exemple, peut maintenant se rendre de sa villa de Grand-Métis à son club en moins de deux heures. Pour lui comme pour plusieurs autres, il devient possible d'aller chasser ou pêcher et de revenir à la maison le soir même. En ce sens, l'accès au territoire s'en trouve facilité.

Le pilote de navires, John J. Mc Williams de Pointe-au-Père, possède quant à lui deux territoires, dont un qu'il vend à Robert W. Reford. Enfin, on note le Club William Price, d'une superficie de 135 millescarrés. Même si plusieurs de ces clubs appartiennent

---

<sup>9</sup> Québec, *Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la Province de Québec pour les douze mois expirés le 30 Juin 1885*, Charles-François Langlois, 1886, p. 76.

<sup>10</sup> Albert Lavoie *Lettre à M. Robert W. Reford*, août 1939, fonds d'archives de la famille Reford, Métis.

à des Canadiens anglais et à des Américains, plusieurs territoires reviennent tout de même à des Canadiens français.

Les superficies varient énormément : certains clubs ne comptent par exemple qu'un seul lac, tandis que d'autres, au début du siècle, ont une superficie de 300 milles carrés. Comme de nombreux clubs se fractionnent pour laisser de la place à d'autres, la tendance va de plus en plus à des clubs dont l'étendue varie généralement de 15 milles carrés à 80 milles carrés<sup>11</sup>. Cela vient souvent d'une demande trop forte. Ainsi, plutôt que d'augmenter le nombre de leurs membres, plusieurs d'entre eux préfèrent céder une partie de leur territoire d'origine<sup>12</sup>. Cette pratique s'observe à l'échelle de la province.

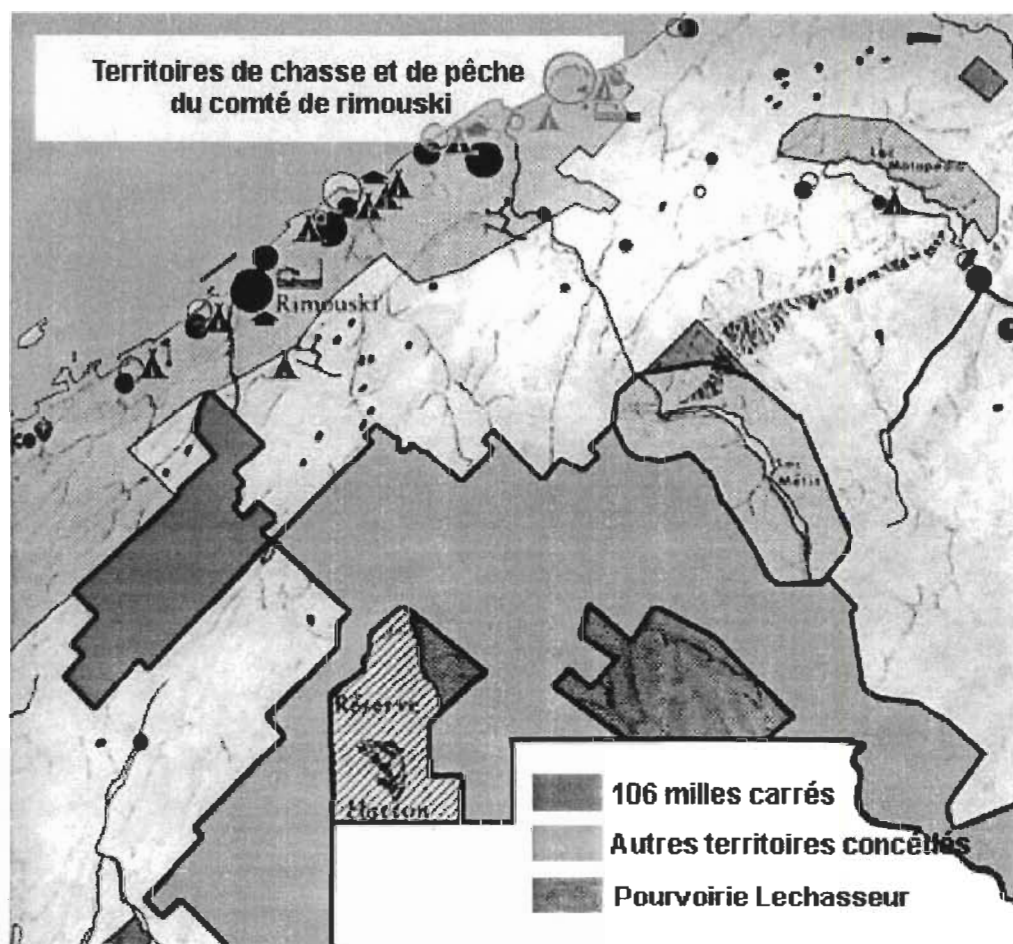
La présence des cours d'eau figure comme l'un des principaux facteurs de localisation des clubs privés de chasse et de pêche. Tout d'abord parce qu'ils favorisent la venue des grands gibiers qui s'y abreuvent et s'y nourrissent de plantes aquatiques et d'autres plantes qui poussent en bordure. Par conséquent, ces territoires se prêtent davantage à la chasse que ceux où les sources d'alimentation font défaut. De plus, la présence de truites mouchetées ou de truites grises dans les lacs permet des périodes d'exploitation des territoires beaucoup plus longues. Car, il ne faut pas l'oublier, la

---

<sup>11</sup> Ce constat résulte de l'observation de diverses données. D'abord, il faut voir le *Rapport général du Ministre de la Colonisation, des Mines et de Pêcheries*, de 1908 qui indique la superficie des clubs existant alors. En comparant ces données avec celles observées sur la *Carte montrant les territoires de chasse et de pêche sous bail* de la Division des locations du Ministère du Tourisme de la Chasse et de la Pêche en 1963 et 1972, on en arrive à constater la fragmentation des plus grandes entités en de plus petites.

<sup>12</sup> Paul-Louis Martin, *op. cit.* p. 95.

plupart des chasseurs sont également des amateurs de pêche. Le comté de Rimouski compte effectivement de nombreux cours d'eau, les plus grands lacs se situant dans le sud du territoire, orientés du nord-ouest vers le sud-est. Plus près du littoral, les lacs sont moins nombreux et sont orientés selon les plissements appalachiens, en direction nord-est, sud-ouest<sup>13</sup>, parallèlement à l'estuaire.



**Carte 4 : Les territoires de chasse du comté de Rimouski**

Source : Atlas du BAEQ

<sup>13</sup> Raoul Blanchard, *op.cit.*, p. 121. Selon Raoul Blanchard, tous ces lacs sont dus à des phénomènes de surcreusement glaciaire. Les lacs situés plus à l'intérieur des terres, dans la partie méridionale, sont orientés conformément au drainage en direction sud-est de la pénéplaine, cette dernière étant inclinée dans cette direction.

## 2. La composition sociale et le fonctionnement des clubs

### 2.1 Le Club Caribou

En mai 1904 un groupe de trois Montréalais passe devant notaire pour fonder le Club Caribou. Ils en font l'acquisition de John. J. McWilliams. Ce groupe est constitué de Robert W. Reford et de William I. Gear qui possèdent tous deux leur propre compagnie de transport maritime, Reford agissant par ailleurs comme agent de la Cunard au Canada. Le troisième membre se nomme Charles McPherson Holt, du Conseil Souverain. D'après les documents disponibles, le club ne paraît pas avoir compté d'autres membres au cours de son histoire, du moins officiellement. Le plus assidu d'entre eux reste Robert W. Reford qui le fréquente de 1904 à 1943. Au fil des ans, le club semble d'ailleurs devenir la propriété exclusive de Reford et de sa famille, les autres membres ne s'y intéressant que très peu. D'ailleurs en 1931, Gear vend ses parts du Camp du lac Caribou à Reford pour la somme de 750 dollars. Il offre également à son compagnon de faire transférer le bail à son nom, lors de son renouvellement en 1932<sup>14</sup>.

En 1943, Robert W. Reford décide de se départir du club et des bâtiments qui s'y trouvent. Un groupe de jeunes prêtres du séminaire de Rimouski s'en porte alors acquéreur. La transaction s'effectue grâce aux liens noués entre quelques-uns de ces prêtres et Reford. Avec le désir de voir son camp entre les mains d'une personne capable de l'apprécier, R. W. Reford le vend pour la somme de 1500 dollars à la condition que lui et sa famille puissent continuer de fréquenter les lieux quelques fois par année : tout

---

<sup>14</sup> William I. Gear, *Lettre à Robert W. Reford*, archives de la famille Reford, Métis.

d'abord tôt en juin, puis plus tard en juillet pour pêcher la truite et aller pique-niquer, et enfin à la fin de septembre afin de profiter des dernières bonnes journées de pêche. Ces conditions ne s'inscrivent toutefois pas dans le contrat de vente, R. W. Reford préférant y voir là une bonne entente entre " sportsmen ". Afin que le bail soit transféré dans les plus brefs délais, Reford se charge d'écrire au ministère de la Chasse et des Pêcheries. Dans sa lettre, il demande donc au sous-ministre de transférer le bail de chasse et le bail de pêche dont il jouit depuis 1904. Il termine en remerciant à l'avance le sous-ministre d'informer les prêtres que dès lors le territoire leur appartient.

## 2.2 Le Club Taché

Désormais, le Club Caribou n'existe plus. Il fait place au Club Taché. Ce nom vient probablement de la proximité du club avec le Chemin Taché, lui-même nommé en l'honneur de l'ancien député de Rimouski, Joseph-Charles Taché. La grande majorité des membres du nouveau club sont des prêtres enseignant dans les écoles de la région, notamment dans les écoles technique, d'agriculture, de commerce ainsi qu'au petit séminaire. Comme à cette époque la société voit mal des prêtres se présenter en cour, on accepte des laïcs afin qu'ils aillent témoigner au cas où des braconniers seraient pris en flagrant délit sur le territoire<sup>15</sup>. Parmi ces membres laïcs, on ne retrouve que des Rimouskois. On dénombre cinq marchands ou commerçants, un comptable, un commis employé d'une entreprise inconnue, un autre propriétaire de cinéma et un médecin. Le club accepte ces membres uniquement vers le milieu des

---

<sup>15</sup> Entretien avec l'informateur 3



années 1960. Auparavant, seuls deux laïcs étaient acceptés pour les raisons mentionnées plus haut. À son apogée, ce club compte une cinquantaine de membres<sup>16</sup>. La principale raison qui pousse les prêtres à accepter plus de membres vient des difficultés financières que connaît alors leur organisation. Par là, on s'estime en mesure de régler les problèmes puisque les nouveaux venus injectent de l'argent supplémentaire dans les coffres<sup>17</sup>.

On y compte trois catégories de membres. Il y a tout d'abord les membres actifs, seuls les prêtres du diocèse de Rimouski pouvant détenir ce statut. Puis, il y a les membres spéciaux. Comme les membres actifs, ils doivent payer leur cotisation annuelle basée sur les prévisions budgétaires et établie en fonction du nombre de membres actifs. Mais contrairement à ces derniers, ils ne peuvent emmener personne sur le territoire à titre d'invité. Enfin, il y a les membres honoraires. Les règlements du club précisent que l'on peut accorder le privilège de membre à titre honoraire à certaines personnes que le club "veut honorer tout particulièrement en considération de services exceptionnels rendus"<sup>18</sup>. En vertu de cet article, Robert W. Reford devient le premier membre honoraire du club. Mais le titre de *Premier membre honoraire* va toujours à l'archevêque de Rimouski. En plus des privilèges réguliers accordés aux autres membres, celui-ci a l'exclusivité de la pêche et de la chasse dans le secteur du lac Chic-Choc. Un chemin d'accès se rend directement à cette portion de territoire et un chalet y est aménagé afin que l'évêque et ses invités puissent séjourner en toute

---

<sup>16</sup> *Liste des membres*, fonds d'archives du séminaire de Rimouski.

<sup>17</sup> *Rapport de l'assemblée générale annuelle mai 1968*, fonds d'archives du séminaire de Rimouski.

<sup>18</sup> *Constitution et règlements du Club Taohé Inc.* fonds d'archives du séminaire de Rimouski

quiétude<sup>19</sup>. Dans le but de demeurer en bons termes avec la Compagnie Price, quelques cadres seront invités dans les années 1960 à intégrer le club à titre de membres honoraires: la plupart du temps, ceux-ci acceptent l'invitation<sup>20</sup>. On voit bien qu'il paraît important aux clubs privés de s'attirer la sympathie des dirigeants de la compagnie exploitant la ressource ligneuse du territoire. Nous le verrons, le club Taché n'est pas le seul à avoir invité des cadres de cette compagnie à faire partie de ses rangs.

Le processus d'acceptation d'un nouveau membre comporte quatre étapes. Celui-ci doit d'abord faire sa demande par écrit. Ensuite, un minimum de quatre membres doivent proposer son adhésion. Par la suite, le conseil d'administration doit donner son aval à la démarche. Enfin, après son acceptation, il ne reste plus au candidat qu'à payer son droit d'entrée et sa cotisation annuelle<sup>21</sup>. Ce droit d'entrée s'élève d'abord à 50 dollars<sup>22</sup>. Il augmente à 75 dollars à la fin des années 1960 lorsque le conseil d'administration remanie les règlements<sup>23</sup>. D'après un ancien membre, les conditions de paiement sont assez souples, à tout le moins pour les membres actifs. Il peut s'effectuer en plusieurs versements. Quelques membres étaleraient même ce paiement sur une période de cinq ans. La principale cause de cette situation vient du salaire peu élevé des prêtres. Dans les années 1950, un prêtre qui enseigne ne gagne en effet qu'environ 35 dollars par mois. Ainsi, dans l'histoire de ce

---

<sup>19</sup> Entretien avec l'informateur 3.

<sup>20</sup> *Lettres pour la nomination des membres honoraires*, fonds d'archives du séminaire de Rimouski

<sup>21</sup> *Constitution et règlements du Club Taché Inc*, fonds d'archives du séminaire de Rimouski.

<sup>22</sup> Entretien avec l'informateur 3.

<sup>23</sup> *Constitution et règlements du Club Taché Inc*, fonds d'archives du séminaire de Rimouski

club, les invités jouent un rôle de premier plan. Ce sont souvent eux qui fournissent le moyen de transport à partir de Rimouski jusqu'au camp de chasse, soit une distance d'environ 40 kilomètres. Cet arrangement est d'autant plus apprécié qu'à son avènement en 1950, Mgr Parent a interdit l'utilisation de l'automobile aux prêtres qui enseignent. Seuls les prêtres ayant une paroisse à leur charge peuvent alors en posséder une. Auparavant, certains prêtres, provenant de familles mieux nanties financièrement, complétaient le trajet à motocyclette. L'arrivée d'un nouvel évêque au début des années 1960 marque la fin de cette interdiction<sup>24</sup>. Ainsi au cours de la décennie 1950, le Club Taché base son existence sur le droit des membres actifs d'amener deux invités lors de leurs excursions.

Plusieurs d'entre eux adhèrent simultanément à d'autres clubs de chasse. Comme on peut le constater, le réseau de relations tissé par leur profession d'enseignants devient fort important. En effet, la plupart des clubs de chasse et de pêche appartiennent à des commerçants ou encore à des membres des professions libérales. Or, les gens qui complètent leurs études en tout ou en partie à Rimouski ont eu ces prêtres comme professeurs, soit au cours classique ou encore à l'école de commerce. Ou encore il peut s'agir d'anciens confrères de classe rencontrés lors de ce cours, puisque les avocats, les notaires, les médecins tout comme les prêtres doivent suivre une formation commune. La formation académique contribue ainsi à nouer les premiers liens entre les personnes susceptibles de faire un jour partie d'un

---

<sup>24</sup> Entretien avec l'informateur 3

club de chasse. Et voilà comment ces clercs deviennent membres honoraires des clubs de chasse et de pêche.

### 2.3 Le Club Leblanc des Eaux-Mortes

La fondation du Club Leblanc des Eaux-mortes remonte à 1904. Suite à des incidents survenus avec des braconniers au cours de l'année 1902, Adélard Leblanc père prend la décision de fonder un club de chasse et de pêche. Avec lui se trouvent sept autres personnes de Saint-Gabriel, une de Saint-Anaclet, une de Sainte-Flavie et un médecin de Mont-Joli. Tous ces villages se situent à l'est de Rimouski. Afin d'obtenir le bail de droits exclusifs, Leblanc s'adresse au député provincial de Rimouski, Auguste Tessier. À la suite de l'émission du bail en 1904, on nomme le député Tessier président honoraire du Club Mistigouèche afin de le remercier de ses démarches. Puis en 1907 l'appellation officielle du club devient : Club de Chasse et de Pêche Leblanc des Eaux- Mortes. Au total, de 1903 à 1978, le club compte 83 membres. Auguste Tessier fils, lui aussi député de Rimouski, fait également partie du club dans les années 1920. Tout comme Eugène Fiset, sous-ministre à la défense, député fédéral puis lieutenant-gouverneur de la province à partir de 1939. Il figure parmi les membres de 1908 à 1938, soit sur une période de 30 ans. De 1924 à 1934, Jules A. Brillant demeure un membre très actif. Il participe d'ailleurs à la refonte des règlements du club en 1933. Plus tard, dans les années 1960 et 1970, on compte parmi les membres le sénateur Jean-Marie Poitras et le député fédéral Guy Leblanc. Outre ces derniers, le Club Leblanc regroupe huit hommes d'affaires, seize fonctionnaires et techniciens, neuf cultivateurs, sept marchands généraux, sept médecins, trois dentistes, deux arpenteurs-géomètres, deux avocats, deux prêtres, un notaire, un

architecte, trois professeurs, deux courtiers d'assurances et un agronome. Ils représentent plus de 75 % du total des membres<sup>25</sup>. Pour le reste, les professions restent inconnues. On considère donc cet échantillon comme représentatif. Dans les années 1920 et 1930, on offre la possibilité à des cadres de la Compagnie Price de devenir membres. Mais contrairement aux démarches semblables entreprises par le Club Taché, celles-ci ne portent pas fruit<sup>26</sup>.

Jusqu'en 1933, les portes du club s'ouvrent à ceux qui possèdent les moyens financiers nécessaires. Encore une fois, on estime que la fréquentation des mêmes institutions d'enseignement joue un rôle important dans le recrutement des membres. L'appartenance à la petite bourgeoisie régionale constitue un facteur de premier plan. De plus on constate qu'au départ, les membres fondateurs proviennent tous de villages situés à l'est de Rimouski, relativement près les uns des autres. L'appartenance à l'élite de ces villages représente une porte d'entrée dans le club. Mais à partir de 1933, le membership devient surtout une affaire de famille<sup>27</sup>. Dès lors, ce ne sont plus l'appartenance à une classe sociale en particulier ou les liens tissés à l'école ou la provenance géographique qui sont importants, mais bien l'appartenance à la famille Leblanc. On parle ici bien entendu de la famille au sens large du terme, ce qui inclut à la fois les cousins, les oncles, les beaux-frères etc. Ainsi, au moment de la révocation du bail en 1978, sur les 24 membres présents, 21 appartiennent à la

---

<sup>25</sup> Marcel Leblanc, " Le Club Leblanc des Eaux Mortes ", *Revue d'Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Vol. XVII. N°2 (45), juin 1994, p.32-34.

<sup>26</sup> Marcel Leblanc, archives du club Leblanc des Eaux Mortes.

<sup>27</sup> Marcel Leblanc, *Histoire sommaire du Club Leblanc des Eaux-Mortes*, annexe au Journal de la famille Leblanc dit Georges et document commémoratif du soixante-quinzième anniversaire de fondation qui devrait être célébré en 1978. Roberval 1977, p. 49.

famille Leblanc. En gros, ceux-ci proviennent de la descendance d'Adélard Leblanc, le fondateur du club. Il devient donc possible pour un conjoint, lorsqu'un mariage survient, d'être accepté comme membre. Au premier abord, on y verrait là un mode d'exclusion de tous ceux qui sont extérieurs à la famille, une façon de contrôler l'accès au territoire. Il faut plutôt y voir une manière de se réunir en famille, avec ses proches, et d'entretenir les relations familiales. Dans ce contexte, le club devient le lieu d'exercice de ces relations.

Le Club Leblanc compte trois types de membres. Il y a d'abord les membres actionnaires. Leur nombre se limite à 15 et ils peuvent accéder au conseil exécutif. Le droit de chasse et de pêche qui leur est attribué s'étend aux membres de la famille vivant sous le même toit. Cependant, les enfants doivent être accompagnés de l'un de leurs parents. L'article XVIII des règlements précise que " la femme de tout membre aura le droit d'aller au club à la place de son mari et sous les mêmes règlements et conditions que son mari<sup>28</sup>". De plus, chaque membre a droit à trois invités ainsi qu'à un chauffeur et un cuisinier. Toutefois, ces deux derniers ne peuvent chasser ou pêcher. À cela, s'ajoute le privilège de pouvoir construire un chalet ou un camp privé. Le conseil exécutif doit approuver l'emplacement de cette construction. Annuellement, le membre et ses invités peuvent récolter un maximum de 400 truites. Quant à la chasse au gros gibier, la limite permise par les règlements est de deux orignaux et de cinq chevreuils. Pour le petit gibier, on se réfère directement aux lois de la province de Québec<sup>29</sup>. Puis, il y a les abonnés qui paient leur cotisation annuelle.

---

<sup>28</sup> *Constitution et règlements du Club Leblanc des Eaux-Mortes, adoptés à l'assemblée du 5 juillet 1933*, archives du Club Leblanc des Eaux-Mortes, p. 8.

<sup>29</sup> *Ibid* n° 6

Leurs droits ne concernent justement que les droits de chasse et de pêche. Ils ne peuvent donc se faire élire au sein du conseil exécutif. Enfin, il y a les membres honoraires. Ils jouissent des mêmes privilèges que les membres actionnaires sauf qu'ils n'ont évidemment pas à payer leur cotisation annuelle<sup>30</sup>.

Lorsque quelqu'un désire devenir membre, il doit soumettre sa demande par écrit, dans une brève lettre indiquant pourquoi il veut faire partie du club<sup>31</sup>. Un chèque couvrant les frais d'admission doit accompagner la demande. D'après les règlements, cette formalité s'avère essentielle sinon on rejette tout simplement les demandes. Le conseil exécutif se charge de les étudier. Si deux de ses officiers votent de façon négative, la demande est refusée. Dans les années 1930, les frais d'admission s'élèvent à 150 dollars. Par la suite, la cotisation annuelle s'élève à 50 dollars<sup>32</sup>.

## 2.4 Le Club Labbé

Le Club Labbé est fondé en 1956. Albert Labbé, l'instigateur du projet, occupe le poste de contremaître des opérations forestières de la Compagnie Price pour Rimouski, Price et Matane. Il possède également une épicerie à Rimouski, sa ville de résidence. Parmi les membres, on note la présence d'hommes d'affaires, dont un contracteur et deux entrepreneurs en pompes funèbres, un juge et un pharmacien. En tout, ce club compte dix membres, qui y demeurent jusqu'à sa dissolution en 1978. La présence d'Albert Labbé permet la fondation de ce club car son poste de cadre de la

---

<sup>30</sup> *Ibid*, p. 5.

<sup>31</sup> Marcel Leblanc, *Lettre de Marcel Leblanc au secrétaire du Club Leblanc des Eaux-Mortes*, août 1969, archives du Club Leblanc des Eaux-Mortes.

<sup>32</sup> *Constitution et règlements du Club Leblanc des Eaux-Mortes, adoptés à l'assemblée du 5 juillet 1933*, archives du Club Leblanc des Eaux-Mortes, n. 5.

Compagnie Price lui confère une excellente connaissance du territoire en question. De plus, sa profession lui permet de nouer des liens avec le secrétaire du Club Anglo-Américain, Paul-Émile Gagnon, lui aussi homme d'affaires et également avocat rimouskois. À cette époque, le gouvernement provincial commence déjà à démontrer des signes d'impatience envers la mauvaise gestion des ressources par certains clubs privés. Dans la région, un club a d'ailleurs vu son bail révoqué pour cette raison quelques années auparavant, ce qui a permis au gouvernement de reprendre en charge ce territoire et de constituer la Réserve Horton<sup>33</sup>. Ce type de pression pour rendre le territoire plus accessible à la population fait hésiter les Américains à renouveler leur bail. Ainsi Gagnon leur conseille de céder une partie du territoire à des gens de la région de Rimouski. En 1956 le groupe d'Albert Labbé obtient le secteur du lac Des Baies<sup>34</sup>. Ces deux clubs de chasse ont en commun d'être reliés à des réseaux d'affaires. Alors que le Club Labbé recrute ses membres essentiellement dans la région rimouskoise, l'autre recrute ses membres auprès de la bourgeoisie américaine.

En bref, à la fin du XIX<sup>e</sup>, le développement du réseau de chemins de fer au Québec favorise d'abord la création de clubs de pêche au saumon. Cela permet pareillement à de nombreux bourgeois canadiens et américains de venir chasser dans la région rimouskoise. Le modèle des clubs de chasse est bientôt adopté par la bourgeoisie francophone de la région. Nous avons vu dans ce chapitre que l'homogénéité sociale caractérise les rangs des clubs privés. Avec la démocratisation de l'automobile dans les années 1950, toute la population peut désormais accéder au

---

<sup>33</sup> Charles Banville, *L'exploitation et la mise en valeur des ressources de la réserve Rimouski*, MLCP, mars 1985, p. 4.

<sup>34</sup> Entretien avec l'informateur 1



territoire. Si bien que le système locatif ne suffit plus à la demande, créant du mécontentement chez une population qui désire de plus en plus contrôler les différents leviers économiques du Québec, dont les ressources naturelles.

## CHAPITRE 3

### LES MEMBRES DES CLUBS

#### 1. La société, l'élite et les clubs de chasse

##### 1.1 La grande bourgeoisie

Le sociologue Pierre Bourdieu explique que dans toute société il y a des dominants et des dominés. Un individu qui domine dans un champ de la société ne domine pas nécessairement dans un autre. Par champ, on entend “des sortes de microcosmes, relativement homogènes et autonomes, et pertinents au regard d’une fonction sociale : le champ artistique, le champ journalistique, le champ universitaire, etc.<sup>1</sup>” Voyons comment se comportent nos individus dans les champs où ils dominent. Les membres du Club Caribou proviennent tous trois de la grande bourgeoisie montréalaise. Au Québec, ce groupe social se compose essentiellement d’anglophones. Ils contrôlent les institutions économiques de la province et du pays, celles-ci ayant souvent une envergure internationale. Afin d’accéder à la grande bourgeoisie, on note l’importance des relations familiales. De même, une carrière fructueuse au sein d’une grande entreprise permet d’y accéder. Cette grande bourgeoisie tisse des liens avec celles de la Grande-Bretagne et des États-Unis, ces deux puissances étant les principaux partenaires économiques du Canada<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Philippe Cabin, “Dans les coulisses de la domination”, Dossier Le monde selon Bourdieu, *Sciences humaines*, 105, mai 2000, p. 24.

<sup>2</sup> Linteau, Durocher, Robert, Ricard, *op. cit.* p. 293-395.

R. W. Reford, du Club Caribou, fait partie de cette grande bourgeoisie. Il naît à Montréal en 1867. Son père, Robert Reford, possède une compagnie de transport maritime qui porte son nom. À partir de 1888, il parcourt le monde à l'emploi d'autres compagnies maritimes reliées de près ou de loin à celle de son père, acquérant ainsi une expérience pratique du monde des affaires. À son retour à Montréal, il se joint à la compagnie paternelle à titre de cadre. Dès 1906, il en acquiert des parts pour devenir le président à la mort de Robert Reford en 1913. Comme pour d'autres compagnies montréalaises, celle-ci a des liens avec des entreprises britanniques, telle la Cunard, dont Robert W. Reford est l'agent au Canada. Il s'active aussi à l'extérieur de sa compagnie. En effet, en 1913, il devient président de la bourse de Montréal. Puis, pendant le premier conflit mondial, il occupe la présidence de la section montréalaise du Fonds Patriotique canadien et en 1915-1916, celle du Canadian Club<sup>3</sup>.

Sa vie personnelle apporte un témoignage intéressant quant aux alliances matrimoniales intervenant dans les milieux bourgeois. En 1894 il épouse Elsie Stephen Meighen, nièce de Georges Stephen. Par cette alliance, on relie R. W. Reford au réseau formé par le groupe de la Banque de Montréal, par le Canadien Pacifique et par leurs sociétés affiliées. Selon Paul-André Linteau, il s'agit du plus important réseau de la grande bourgeoisie québécoise et Georges Stephen en occupe le centre. Il fait d'abord sa marque dans le commerce de la laine. Mais il se distingue davantage en devenant président

---

<sup>3</sup> Alexander Reford, "historique", *Les Jardins de Métis*,  
<http://collections.ic.gc.ca/metis/fran/histor4.html>

fondateur du Canadien Pacifique. Puis dès 1876, il exerce son contrôle dans le monde de la finance en devenant président de la Banque de Montréal. Cette place de chef de file lui permet de tisser des liens avec toute l'élite du moment, notamment avec des politiciens tels que Mac Donald<sup>4</sup>. Bref, cette alliance permet à Reford de consolider sa position dans un groupe dominant.

Bien sûr, avec son club de 14 milles carrés dans le comté de Rimouski, Reford ne prétend pas étendre son influence dans ses diverses sphères d'activités. Pour lui, le Club Caribou représente d'abord et avant tout un lieu de détente où pratiquer ses loisirs préférés. Cependant, nous avons vu que sa position sociale fait en sorte qu'il peut écrire directement au sous-ministre responsable de la chasse et de la pêche lorsque survient un problème sur son territoire. De cette manière, le grand bourgeois montréalais figure comme un dominant auprès du braconnier de Saint-Marcellin, par exemple. Son réseau de relations lui permet d'entrer facilement en contact avec les autorités gouvernementales et de les influencer selon ses intérêts.

## 1.2 La moyenne bourgeoisie

Les clubs privés comptent également des membres de la moyenne bourgeoisie. Ses représentants contrôlent les petites et moyennes entreprises. Ces entrepreneurs agissent surtout à l'échelle locale et régionale. Jules A. Brillant personnifie parfaitement ce type d'entrepreneur. Né dans la vallée de la Matapédia en 1888, il travaille plusieurs

---

<sup>4</sup> *Ibid*, <http://collections.ic.gc.ca/metis/fran/histor3.html>

années en tant qu'employé de banque. En 1920, il gère la Banque d'Hochelaga à Rimouski. Auparavant, ses aptitudes pour les affaires furent remarquées par les dirigeants de la Compagnie électrique d'Amqui qui l'embauchent comme gérant en 1911. Son implication progresse tellement que lorsque la compagnie change de mains en 1921, il la contrôle totalement<sup>5</sup>. En compagnie d'autres hommes d'affaires rimouskois, dont P. E. Gagnon et L. J. Moreault, il fonde la Compagnie de Pouvoir du Bas-Saint-Laurent qui produit et distribue de l'électricité<sup>6</sup>.

Peu après, il met sur pied la Compagnie de Téléphone et de Pouvoir de Québec, afin de prendre le contrôle des petites compagnies qui se disputent le marché de la téléphonie à l'est de Québec et d'en améliorer le service. Plus tard, il participe à la fondation de la Compagnie de Transport du Bas-Saint-Laurent qui relie les ports de Rimouski et de Matane à ceux de la Côte-Nord. En plus de s'activer dans le domaine des services publics, Brillant contrôle les médias d'information de la région. Il possède effectivement le journal régional *Le Progrès du Golfe* et la station de radiodiffusion C.J.B.R., tous deux situés à Rimouski. Il occupe enfin la présidence de la Chambre de commerce de Rimouski de 1926 à 1948<sup>7</sup>. Cette moyenne bourgeoisie se caractérise aussi par ses activités extra-économiques. Ainsi, pour Brillant, la propriété de médias d'information sert parfois à infléchir certaines positions idéologiques ou politiques en

---

<sup>5</sup> Marie-Ange Caron et al., *Mosaïque rimouskoise, une histoire de Rimouski*, Rimouski, Comité des fêtes du cent cinquantième anniversaire de la paroisse Saint-Germain de Rimouski, 1979, p. 446-447.

<sup>6</sup> *Ibid.* p. 450.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 455, 463.

fonction de ses intérêts. De plus, par des actions philanthropiques, ces représentants de la moyenne bourgeoisie interviennent dans le champ de l'aide sociale.

Pour Jules A. Brillant, le fait d'appartenir à plusieurs clubs privés sert à la fois sa recherche du plaisir et entretient ses relations d'affaires. On vient de le voir, les champs d'activités de Brillant ont une certaine amplitude. Partout où il passe, il figure comme chef de file, y inclus dans les clubs de chasse et de pêche. À titre d'exemple, rappelons sa participation à la refonte des règlements du Club Leblanc des Eaux Mortes. Par ailleurs, lorsqu'on mentionne d'autres clubs dont Brillant faisait partie, on y réfère souvent comme au "club à Brillant"<sup>8</sup>.

### 1.3 Les élites traditionnelles

Les clubs privés de chasse et de pêche comportent aussi une forte représentation des élites locales. Le contrôle qu'elles exercent sur l'économie demeure cependant plus restreint. Par contre, leurs effectifs restent beaucoup plus nombreux. On y retrouve les représentants de la petite bourgeoisie dont le champ d'intervention se situe surtout dans le commerce de détail et dans les opérations foncières. L'ensemble des professions libérales compose cette élite, incluant des prêtres, des entrepreneurs locaux et des commerçants. Leur pouvoir s'appuie à la fois sur l'État et sur l'Église dont le cumul sur la scène locale parvient à assurer un encadrement de la population. Les principaux éléments de cohésion de ce groupe proviennent d'une formation commune et d'une vie

---

<sup>8</sup> Entretiens 1, 2 et 3.

associative étroitement tissée<sup>9</sup>.

À Rimouski jusqu'en 1945, les membres des professions libérales dominent la scène politique puisqu'à une exception près, tous les députés fédéraux pratiquent la médecine ou le droit. Au plan provincial, on retrouve surtout des avocats et des marchands. Eugène Fiset provient d'ailleurs d'une famille rimouskoise de professionnels. La famille Tessier engendre quant à elle toute une lignée d'avocats. Incidemment, à la suite d'alliances matrimoniales, elle hérite de la seigneurie de Rimouski au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Auguste Tessier, père et fils, et tous deux avocats, se succèdent au poste de député de Rimouski. Ainsi, le fils occupe le siège de ministre de l'Agriculture puis des Finances avant de devenir juge à la Cour supérieure. Il meurt en 1932. Son fils Maurice a lui aussi une carrière bien chargée. En effet, comme ses ascendants, il pratique le droit en plus de compter au nombre des actionnaires de la compagnie de transport Québecair dans les années 1950 en tant qu'associé de Jules A. Brillant. De 1961 à 1970, la population l'élit maire de Rimouski et député provincial de 1966 à 1973. En 1970, jugé ministrable par Robert Bourassa, ce dernier le nomme ministre des Affaires municipales et des Travaux publics. Puis en 1973, il devient juge à la cour provinciale<sup>10</sup>.

Les clubs de chasse et de pêche constituent pour la bourgeoisie et pour les élites traditionnelles tout à la fois un attribut du succès, un réseau de relations et un lieu

---

<sup>9</sup> Linteau, Durocher, Robert, Ricard, *op.cit.* p.301-302.

<sup>10</sup> Yves Tremblay, *Du notable à l'homme d'affaires. L'élite économique de Rimouski, 1890-1960*, Rimouski, Corporation Rimouski 1696-1996 Inc. 1996, p. 47-50.

d'extension de leur pouvoir. En effet, nous venons de voir que les élites affirment leur pouvoir dans les champs économique, politique, intellectuel et social. Par l'appartenance à un club privé, on étend son pouvoir au champ des loisirs et au contrôle de l'accès au territoire. On manifeste ainsi son appartenance aux classes dominantes. L'admission au Club Marguerite-Louise, dont le coût d'entrée s'élève à 2 000 dollars, symbolise pour ses membres la réussite sociale et économique. De même, l'appartenance au même club que Jules A. Brillant représente pour plusieurs Rimouskois, un symbole de la réussite. De plus, afin d'étendre davantage leur réseau d'affaires, plusieurs bourgeois multiplient leur appartenance à différents clubs privés, se permettant ainsi de choisir leur destination pour les vacances de chasse ou de pêche, tout en affichant un luxe que seuls les gens aisés peuvent se payer.

D'une certaine façon, l'élite exprime par là sa volonté de distinction, par une forme de consommation qui apparaît telle du fait de sa relative rareté<sup>11</sup>. L'exclusivité constitue justement la base du système. Lorsque l'on admet un membre dans un club, celui-ci se retrouve à l'intérieur d'un cercle fermé dont, nous l'avons vu, les critères de sélection dépendent du réseau de relations formé par les individus. La manière et le lieu où l'on pratique la chasse correspondent donc à un style de vie particulier aux élites et à la volonté de se retrouver avec des gens qui partagent des intérêts communs. Dans l'Après-guerre et suite à la Révolution tranquille, d'autres groupes d'origine syndicale et

---

<sup>11</sup> Pierre Bourdieu, *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, Collection Le sens commun, 1979, p. 196.



plus populaire s'inspirent de ces manières de faire en mettant en place de nouveaux clubs privés, plus facilement accessibles. D'une certaine façon, le groupe dominant inculque ses manières de faire aux groupes dominés.

## 2. La lutte au braconnage

### 2.1 Principale cause des faibles récoltes



**Figure 1 : L'orignal**

Les récoltes d'originaux des années 1930 et 1940 sont très maigres. En effet, les statistiques de la majorité des clubs de la région, nous révèlent que pour cette période d'une vingtaine

d'années on n'abat jamais, sauf de rares exceptions, plus de deux originaux lors d'une saison de chasse<sup>12</sup>. Ainsi, la plupart des clubs n'enregistrent qu'occasionnellement la récolte de ce grand gibier. À la vue de telles données on peut s'interroger sur les causes de ces résultats de chasse. Est-ce parce que les membres de clubs ne prisent pas la chasse à l'orignal? Faut-il y voir une faible distribution de ce gibier sur le territoire? Les données recueillies par le ministère de la Chasse et des Pêcheries incitent à pencher en faveur de

---

<sup>12</sup> Québec, ANQ, *Fonds du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Registre des locataires de clubs de chasse et de pêche.*

cette seconde hypothèse. En effet, à l'époque, la faiblesse du cheptel d'orignal alarme les autorités ministérielles. Elles estiment que si l'on ne tente rien pour préserver cette espèce, celle-ci disparaîtra dans quelques années. En 1932, R. W. Reford, du Club Caribou, écrit que depuis qu'il possède les droits exclusifs de ce territoire, il n'y a jamais vu ni abattu un seul orignal<sup>13</sup>. Selon le ministère, les chasses abusives et le braconnage représentent les principales causes de cette situation<sup>14</sup>.



**Figure 2 : Le cerf de Virginie**

Quant au cerf de Virginie, les données semblent alors plus encourageantes puisque le nombre de prises se maintient dans la région et qu'elles tendent même à augmenter dans le reste de

la province. Toutefois, le ministère déplore les “ tueries ” et la chasse de nuit avec projecteur. De fait, les fonctionnaires constatent leur propre impuissance à corriger la situation en admettant que dans certaines régions éloignées les chasseurs ignorent l'illégalité de cette pratique qui peut entraîner une amende de 100 dollars<sup>15</sup>. Ce problème

<sup>13</sup> R. W. Reford, *Lettre à S. Barrow*, novembre 1932, fonds d'archives de la Famille Reford.

<sup>14</sup> Québec, *Rapport annuel du ministre de la Chasse et des Pêcheries concernant les activités de chasse et de pêche pour l'année finissant le 31 mars 1945*, Québec, ministère de la Chasse et de Pêcheries, 1946, p. 30.

<sup>15</sup> *Ibid*, p. 32.

déjà constaté en 1931 continue de hanter les autorités ministérielles en 1946. On met alors en cause le manque de gardes-chasse. Mais on ne remet aucunement en question le système des clubs privés; malgré le fait que celui-ci ne semble effectivement pas répondre aux objectifs de conservation de la faune énoncés dans le bail. En conséquence, le gouvernement doit intervenir lui-même afin de trouver des solutions à cette situation. Dans les années 1960, lorsque le cheptel d'orignal se rétablit et que son avenir semble assuré, c'est au tour du cerf de Virginie de connaître des difficultés semblables.

## 2.2 Les clubs privés et le braconnage

Le but principal et officiel des clubs privés doit être de protéger les ressources fauniques. En conséquence, ils doivent exercer une surveillance constante du territoire, qui incombe à la fois aux membres et au gardien du club. Cependant, même lorsqu'ils s'acquittent de cette tâche avec sérieux, il arrive fréquemment que des actes de braconnage sont commis sur les territoires concédés. En 1932, R. W. Reford constate la situation précaire du cerf de Virginie surtout à cause, dit-il, de l'action des braconniers. Pour expliquer cette situation, il met alors en cause le peu de sévérité des juges lorsque vient le temps d'appliquer la loi. Encore ici, la justice invoque la crise économique pour expliquer les actes commis et les contrevenants s'en sortent avec un simple avertissement du juge<sup>16</sup>. En 1938, le gardien du Club Caribou découvre un camp de braconniers aux abords de l'un des lacs du territoire. Comme il se trouve à l'extrême limite du club, il devient difficile pour le gardien de s'y rendre régulièrement, surtout l'hiver. De plus,

---

<sup>16</sup> R. W. Reford, *Lettre à S. Barrow*, novembre 1932, archives de la famille Reford.

lorsqu'il parvient à les apercevoir, les braconniers s'enfuient rapidement en traîneaux à chiens et regagnent avec leurs prises le village de Saint-Marcellin situé tout près. R. W. Reford demande alors au ministère d'intervenir en proposant la destruction de ce camp, ce qui empêcherait au moins, selon lui, la chasse de nuit<sup>17</sup>.

En 1939, la Compagnie Price reprend ses activités de coupe sur le territoire du Club Caribou. Selon Reford, de 200 à 300 hommes circulent alors aux alentours de son territoire de chasse. Dès lors, il constate que les bûcherons et employés de la compagnie profitent largement des ressources fauniques du territoire, malgré l'interdiction d'y chasser et d'y pêcher. Selon lui, son gardien fait tout son possible pour contrer ces actes. Une seule personne ne peut toutefois effectuer une surveillance adéquate quand autant de travailleurs forestiers fréquentent le territoire<sup>18</sup>. Cette tâche se complique davantage en raison du nombre élevé de sentiers qui sillonnent la forêt. À cette époque, dans les camps de bûcherons, les cuisiniers puisent fréquemment dans les ressources du milieu afin de varier le menu des travailleurs<sup>19</sup>. Ce nombre peut paraître exagéré puisqu'en général un chantier de coupe compte en moyenne de 25 à 30 hommes. Toutefois, le territoire du Club Caribou constitue l'un des principaux lieux de passage pour les travailleurs employés sur les concessions de la Compagnie Price. Dans son roman, *Moi, Ovide Leblanc, j'ai pour mon dire*, Bertrand B. Leblanc relate la vie dans les camps forestiers de la

---

<sup>17</sup> R. W. Reford, *Lettre à M. Charles Fremont, département de la chasse et de la pêche*, 6 janvier 1938, archives de la famille Reford.

<sup>18</sup> R. W. Reford, *Lettre à L. A. Richard, sous ministre de la chasse et de la pêche*, février 1942, Fonds d'archives de la famille Reford.

<sup>19</sup> Paul-Louis Martin, *op. cit.* p. 82.

Matapédia. “ Y’en avait un deux poachers qui visitaient les ravages. Temps en temps, on mangeait de l’original, du chevreu. Y avait même du caribou dans ce temps-là, un peu partout dans la Gaspésie. Ça changeait le régime, c’était mauditemment meilleur que le Corned Beef<sup>20</sup>”. Quant à la pêche il raconte : “ Pis c’était pas chanceux de mettre une ligne à l’eau. Manquablement que les poissons en dessous des billots voulaient pas apprendre le Français eux autres non plus : y mordaient rien que en Anglais. Pour leur faire comprendre ta langue fallait les seiner<sup>21</sup>”. On constate dans ces propos le désarroi de ne pouvoir accéder librement aux ressources de son propre milieu laissées à des gens que l’on considère comme des étrangers. Il arrive justement à Reford de retrouver des radeaux et des lignes laissées sans surveillance. Ainsi, en août 1932, il détruit deux radeaux et six cannes à pêche. D’après lui ce type de braconnage l’empêche d’y prendre du poisson dans le lac en question pendant au moins un an. En dérision, il écrit dans une lettre que ses investissements au Club Caribou bénéficient plus aux habitants de Saint-Marcellin qu’à lui-même<sup>22</sup>. De chaque côté, on revendique à sa façon la propriété des lieux et l’accès aux ressources: alors que Reford y voit sa propriété exclusive, l’habitant du comté considère la chose comme appartenant à sa collectivité.

Le braconnage se poursuit lorsque le territoire change de locataire. Mais comme la Compagnie Price y cesse l’exploitation de la forêt, la présence des bûcherons se fait beaucoup moins sentir. Cependant, sur une période d’environ vingt ans, un braconnier

---

<sup>20</sup> Bertrand B. Leblanc, *Moi, Ovide Leblanc, j’ai pour mon dire*, Ottawa, Leméac, 1976, p. 101-102.

<sup>21</sup> *Ibid.* p. 62-63.

<sup>22</sup> R. W. Reford, *Lettre à S. Barrow*, novembre 1932, fonds d’archives de la famille Reford.

originnaire de Saint-Marcellin y sévit. Au cours de ces années, il se fait prendre régulièrement, tant par les membres du club que par son gardien. Un garde-chasse provincial résidant à Saint-Narcisse, un village non loin de Saint-Marcellin et du Club Taché, aurait d'ailleurs lutté continuellement avec ce braconnier notoire. Lorsque les membres du club menacent de le poursuivre, il en appelle à l'autorité de l'évêque en lui étalant sa situation de père de 15 enfants qui nourrit difficilement toute sa famille. Ce qui pousse Mgr Parent, l'évêque du moment, à intervenir en sa faveur auprès de la direction du club. Dans son village, cet homme était déjà reconnu pour défier constamment l'autorité, ce qui l'amenait à chasser en période interdite et en territoire concédé. Par de tels gestes, il défie non seulement l'autorité du gardien du club mais aussi les lois provinciales. D'après un ancien membre, il existe de fréquentes tensions entre les membres et les braconniers. Cependant, ils ne recourent que rarement à des poursuites judiciaires pour régler les conflits<sup>23</sup>.

Les années soixante semblent difficiles pour le Club Taché quant à la surveillance du territoire. En effet, on y éprouve des difficultés à embaucher des gardiens compétents. En 1965 par exemple, on constate que des chasseurs circulent tout à fait librement sur le territoire. La direction du club exhorte donc le gardien à surveiller les secteurs les plus problématiques, c'est-à-dire les plus faciles d'accès. L'année suivante, les gardes-chasse provinciaux constatent que le gardien n'effectue pas de patrouilles régulières du territoire, ce que confirment plusieurs membres qui se chargent justement d'expulser eux-mêmes

---

<sup>23</sup> Entretien avec l'informateur 3.

les chasseurs installés dans leurs roulottes. Le gardien alors en poste est immédiatement relevé de ses fonctions<sup>24</sup>.

Dès l'arrivée au pouvoir du Parti Libéral en 1970, la nouvelle ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche expose ses positions à tous les détenteurs de droits exclusifs. Dans une lettre qu'elle leur adresse, Claire Kirkland-Casgrain exige un respect intégral de la loi de la Conservation de la faune précisant que tout membre qui contreviendrait à cette loi devrait être immédiatement expulsé du club. En cas de récidive, le ministère annulerait le bail. De plus, la ministre manifeste l'intention de ne tolérer aucune intervention susceptible d'interférer dans l'application de la loi<sup>25</sup>. Dans un même ordre d'idée, les gardiens de clubs reçoivent une missive qui reproche leur manque de sévérité à l'égard des membres enfreignant les lois. Le ministère les informe donc que, selon l'article six de la Loi de la Conservation de la faune, ils sont des agents de conservation à part entière et qu'un éventuel manque de diligence impliquera désormais des amendes pouvant aller jusqu'à 200 dollars ou un mois de prison<sup>26</sup>. Le nouveau gouvernement manifeste de cette manière son insatisfaction quant à l'efficacité du système locatif. Il met en cause tant le comportement des membres que celui des gardiens en matière de gestion et de protection des ressources fauniques. Désormais, le

---

<sup>24</sup> Jacques Morissette, *Lettre du président au gardien du club*, novembre 1966, fonds d'archives du séminaire de Rimouski.

<sup>25</sup> Claire Kirkland-Casgrain, *Lettre de la ministre aux directions de clubs privés*, 10 juillet 1970, fonds d'archives du séminaire de Rimouski

<sup>26</sup> Claire Kirkland-Casgrain, *Lettre de la ministre aux gardiens de clubs privés*, 10 juillet 1970, fonds d'archives du séminaire de Rimouski.

gouvernement doit avant tout écouter les revendications de la classe moyenne qui prend de plus en plus de place dans la société québécoise.

À plusieurs moments de son existence, le Club Leblanc lutte lui aussi avec les braconniers. La plupart du temps, ce sont des chasseurs de Mont-Joli et de Rimouski qui contestent les droits du club sur son territoire. Mais rarement, selon Marcel Leblanc, entreprend-on des poursuites judiciaires. En juin 1972 par exemple, des membres surprennent des individus à pêcher à l'écluse du lac des Eaux-Mortes. Dans une lettre de protestation, ils argumentent que les clubs privés incarnent les vestiges d'un passé honteux et que ces soi-disant droits viennent d'un système pourri. Puis en 1974, un habitant de Saint-Gabriel vient pêcher à plusieurs reprises sur le lac. Si bien que les autorités du club doivent le poursuivre afin qu'il cesse ses activités<sup>27</sup>. Manifestement, ce sont des opposants aux droits exclusifs de chasse et de pêche qui commettent ces actes. Le club a connu toutefois son plus grand épisode de braconnage dans les années 1930. En effet, on ouvre un chemin carrossable en 1928 et 1929 jusqu'au lac des Eaux-Mortes. Dès lors, un des membres décide d'exploiter le territoire du club à son propre compte. Il sollicite les touristes dans les hôtels de la région et en retour d'un paiement, les invite à pêcher au lac. Les règlements du club interdisent bien sûr une telle pratique. De plus, le nombre de ses invités dépasse la limite permise de trois personnes. Comme il n'avertit pas la direction du club de ses visites et qu'il empiète sur les dates de visites réservées aux

---

<sup>27</sup> Marcel Leblanc, *Histoire sommaire du Club Leblanc des Eaux-Mortes*, annexe au Journal de la famille Leblanc dit Georges et document commémoratif du soixante-quinzième anniversaire de fondation qui devrait être célébré en 1978, Roberval, 1977, p. 85.



autres membres, son comportement mécontente les autres membres qui l'expulsent lors d'une assemblée spéciale tenue en septembre 1932. Contrarié, ce personnage conteste cette expulsion en cour de justice. Un avocat conseille alors à la direction du club de requérir l'intervention du ministère. Celui-ci répond que si de tels événements se reproduisent, c'est le bail qui devra être révoqué. L'expulsion immédiate du membre en question est à nouveau confirmée lors d'une assemblée subséquente, dans l'espoir de clore le dossier. Répudié par ses anciens compagnons, le fautif continue tout de même de fréquenter le territoire pendant les dix années qui suivent<sup>28</sup>.

### 2.3 Une forme de contestation

On remarque que par moments, le braconnage devient une forme de contestation de la part de la population face à ceux qui jouissent de privilèges. Selon Roger Levasseur, cette culture "est non seulement la survivance ou la persistance partielle d'un mode de vie ou d'un genre ancien, enraciné dans les pratiques quotidiennes, mais elle est également une lutte des collectivités et des classes dominées pour la réappropriation de leurs conditions communes d'existence, soumises à l'emprise des classes dirigeantes et dominantes"<sup>29</sup>. Ainsi, certains braconniers revendiquent l'ancienne tradition de libre accès au territoire dont bénéficiaient les colons de la Nouvelle-France et ceux du XIX<sup>e</sup> siècle. On désire accéder à des ressources que l'on considère comme appartenant à la collectivité et non seulement à une classe de privilégiés. D'un autre côté, sans être nécessairement une forme de

---

<sup>28</sup> *Ibid.* p. 87-91.

<sup>29</sup> Gilles Pronovost et al., *Cultures populaires et sociétés contemporaines*, Sillery, P.U.Q., 1982, p. 104.

contestation, les habitudes des travailleurs forestiers renvoient également à cette tradition. Les conditions qui prévalent dans les chantiers jusqu'aux années 1940 causent cette situation. Comme "il est bien difficile de varier l'ordinaire"<sup>30</sup>, plusieurs n'hésitent pas à chasser ou à pêcher. Par le fait même, l'aspect utilitaire de la chasse se perpétue. Bien qu'un travailleur forestier retire assurément du plaisir à faire le coup de feu sur un orignal ou un cerf de Virginie, le but premier de cette pratique consiste à nourrir les hommes du chantier. Les entrepreneurs peuvent aussi y voir une façon d'économiser sur l'achat de viande.

### 3. Un discours moral

La bourgeoisie ou l'élite, tout en affirmant son statut de groupe dominant, réagit à toute forme de braconnage par l'adoption d'un discours moral. Un article paru en 1930 dans le *Progrès du Golfe* illustre bien cette attitude. Le "Comité de l'Association pour la protection du poisson et du gibier" se charge de le rédiger. Apparemment, celle-ci représente les membres de clubs de chasse et de pêche. L'enjeu principal du discours concerne la protection des ressources naturelles et on y dénonce les comportements qui compromettent cette protection. On y retrouve d'abord une distinction sommaire du Bien et du Mal. Ici, les "sportsmen" représentent le Bien car ils investissent, dit-on, de grandes sommes d'argent pour rapporter chez eux un trophée. Tout cela, bien sûr, au bénéfice de l'économie régionale<sup>31</sup>! Les braconniers représentent quant à eux le Mal car

---

<sup>30</sup> Jean-Charles Fortin et Antonio Lechasseur, *op.cit.* p. 414.

<sup>31</sup> Comité de l'Association pour la protection du poisson et du gibier, "Les braconniers, qui sont-ils?", *Le Progrès du Golfe*, 29 août 1930, p. 6.

ils dépeuplent les forêts et rivières et utilisent des méthodes de chasse illégales “sans autre motif que pour satisfaire leur instinct de destructeurs”<sup>32</sup>. Cette distinction repose donc sur le comportement éthique, bon ou mauvais, des chasseurs québécois.

De là, découlent des devoirs, en premier lieu celui de respecter la législation en matière de chasse et de pêche, mais surtout celui d'instruire les chasseurs fautifs à propos des bons comportements à adopter. Il convient ensuite de dénoncer ceux qui enfreignent les lois afin de protéger les ressources naturelles et les retombées économiques que leur exploitation rapporte à l'économie de la province. Dans ce discours, le respect de la Loi représente la règle à suivre si l'on désire faire le Bien, éviter le Mal et se conduire en bons citoyens. L'auteur du texte s'adresse ainsi à toutes les personnes qui chassent, que ce soit par loisir ou par nécessité.

Selon l'action posée, en découle une sanction positive ou négative : on y expose que si le braconnage perdure, plusieurs espèces de gibiers pourraient disparaître, entraînant un jugement négatif de la part des générations futures envers ceux qui n'auront pas su protéger ces ressources. De même, plus personne n'aura le plaisir de se promener dans des forêts où résonne le chant des oiseaux et où l'on peut admirer de nombreuses espèces animales. Bref, ajoute-t-on, il ne faut pas abuser d'une liberté que l'on ne retrouve nulle part ailleurs, d'autant plus que la disparition de ces gibiers entraînerait des pertes au plan économique. Finalement, les braconniers qui seront pris sur le fait auront

---

<sup>32</sup> *Idem.*

à payer une amende et pourraient même aller en prison. Toutefois, un comportement qui respecte les valeurs reliées à la protection de l'environnement sera récompensé par le maintien de la liberté de chasser et de pêcher pour tous les Québécois. Les générations futures apprécieront ceux qui auront eu à cœur de protéger les ressources naturelles de la province.

La bourgeoisie adopte ainsi un comportement paternaliste envers la population en général. Elle entend de cette façon éduquer la population un peu comme un père de famille élèverait ses enfants. D'ailleurs, les membres de clubs reviennent constamment dans leurs discours sur le manque d'éducation du public. Sous une forme ou une autre, ce type de discours apparaît tout au long de la période étudiée. Bien sûr, on tente ainsi d'inciter la population à respecter les droits exclusifs consentis par le gouvernement afin que leurs bénéficiaires puissent en jouir paisiblement.

## CHAPITRE 4

### LES PRÉMISSSES DU DÉCLUBAGE

#### 1. Une période de changements sociaux

##### 1.1 L'Après-guerre

La période de l'Après-guerre entraîne une amélioration considérable du niveau de vie des Québécois. Des salaires plus élevés se traduisent par un pouvoir d'achat accru, permettant d'acheter des biens durables tels qu'une automobile ou une maison. Plusieurs groupes sociaux entrent massivement dans la société de consommation et leur cadre de vie s'en trouve transformé. Dans les milieux ruraux par exemple, on procède à l'électrification. Les services offerts dans les villes s'améliorent constamment et les banlieues se développent. Intimement lié à celui de l'automobile, l'essor de la villégiature caractérise cette période. Les lacs et les rivières de la province voient alors leurs bordures se couvrir de chalets ou de résidences secondaires. La généralisation de la semaine de quarante heures et des congés payés permet cette expansion<sup>1</sup>. Désormais, l'ensemble de la population consacre du temps à des loisirs pratiqués autrefois surtout par les classes aisées.

De nouvelles professions et de nouvelles élites surgissent, qui s'opposent souvent aux élites traditionnelles. Parmi ceux qui voient leur statut social s'élever, se trouvent par

---

<sup>1</sup> Linteau, Durocher, Robert, Ricard, *op. cit.* p. 319-324.

exemple les journalistes, la nouvelle génération de chercheurs et de diplômés d'université et les officiers syndicaux. Les élites traditionnelles gravitant autour de l'Église catholique doivent s'ajuster à une société urbaine sans cesse grandissante. De plus en plus, les représentants des professions libérales critiquent le régime Duplessis qu'ils disent coupé de la réalité. Divers groupes sociaux contribuent ainsi à élaborer la pensée de la modernité. Il y a d'abord les universités qui forment les chercheurs en sciences sociales. Ensuite, des institutions telles que Radio-Canada et l'Office national du film (O.N.F.) constituent une formidable tribune et un lieu de formation à l'abri des élites traditionnelles. Plusieurs historiens y ont vu l'émergence d'une nouvelle classe moyenne qui émerge justement grâce à la hausse de son niveau de vie et au développement du secteur des services<sup>2</sup>.

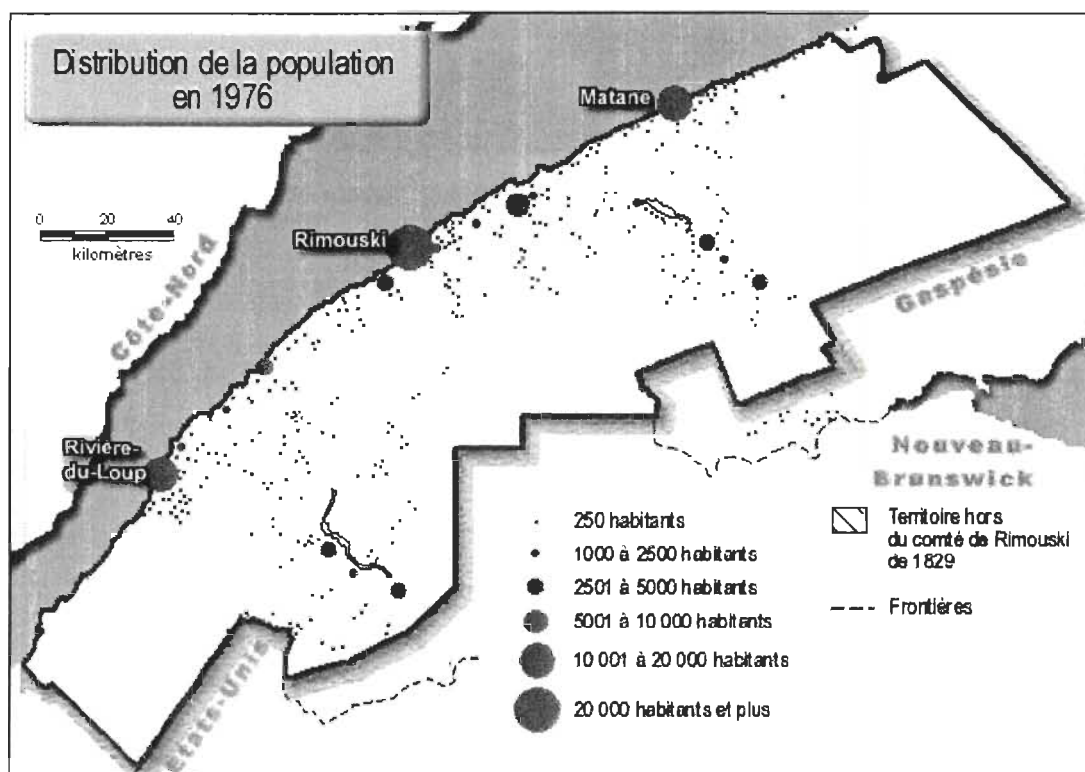
À la fin des années 1940, Rimouski supplante Rivière-du-Loup en tant que principal foyer urbain du Bas-Saint-Laurent. On assiste à ce moment à la formation de faubourgs tout autour de la ville : Rimouski-Est dans l'est, Nazareth, Sacré-Cœur et Sainte-Odile dans l'ouest<sup>3</sup>. On doit ce développement de l'Après-guerre principalement à une forte croissance économique. Dans les années soixante, une politique de décentralisation des services des gouvernements vient stimuler la croissance urbaine : un nouveau groupe social émerge, principalement composé de fonctionnaires, de technocrates et d'autres professionnels. Nous le verrons, ceux-ci chercheront alors à

---

<sup>2</sup> *Ibid.* p. 304-305.

<sup>3</sup> Yves Michaud et al. *Atlas urbain de Rimouski*, Rimouski, module de géographie, UQAR, 1991, p. 32.

accéder à leur tour aux ressources cynégétiques. Pour les accueillir, on met la périphérie à contribution. Comme nous venons de le voir le développement s'effectue d'abord dans la périphérie immédiate, d'où émerge une zone périurbaine, formée des municipalités de Bic à l'ouest de Rimouski, de Sainte-Blandine plus au sud et de Pointe-au-Père à l'est<sup>4</sup>. Désormais, ce sont des zones urbaines et périurbaines qui occupent tout le littoral. Tandis que l'arrière-pays rimouskois demeure encore peu peuplé. La dispersion caractérise toujours cet habitat, favorisant en quelque sorte la pratique des activités cynégétiques. D'autant plus que le territoire reste bien pourvu de routes et de chemins forestiers rendant les ressources accessibles.



**Carte 5 : La population du Bas-Saint-Laurent en 1976**

Source Atlas Électronique du Bas-Saint-Laurent

<sup>4</sup> Ibid. p. 74.

## 1.2 La Révolution tranquille

Tout doucement, la Révolution tranquille se profile à l'horizon. Le décès de Maurice Duplessis puis l'arrivée au pouvoir des Libéraux de Jean Lesage marquent un tournant de la société québécoise. À ce moment, les sociétés occidentales misent sur le réformisme social et politique et sur l'interventionnisme de l'État <sup>5</sup>. Dès lors, le Québec s'attaque à la réforme de ses institutions et tente d'accélérer sa modernisation notamment par la nationalisation d'entreprises dans des secteurs qui occupent une place essentielle dans l'économie. Cette stratégie du gouvernement commence par une prise de contrôle des ressources naturelles. Hydro-Québec prend d'abord la relève de la multitude de compagnies qui produisent et distribuent l'électricité dans la province. L'État affirme ensuite sa présence dans l'exploitation pétrolière par la mise sur pied de la Soquip. Il fait de même pour l'industrie des mines en créant la Société québécoise d'exploitation minière. Enfin, comme nous l'avons vu en première partie, on procède à l'abolition du système des concessions forestières<sup>6</sup>. Bref, “ les idées-forces de la Révolution tranquille en particulier le réformisme et le nationalisme, imprègnent l'évolution de la société pendant deux décennies et sous-tendent la pensée et l'action politiques jusqu'à l'orée des années 1980<sup>7</sup> ”.

Tous ces processus donnent à l'économie québécoise une impulsion considérable. Cependant, des inégalités régionales persistent et vont même en

---

<sup>5</sup> Linteau, Durocher, Robert, Ricard, *op.cit.*, p. 422.

<sup>6</sup> *Ibid.* p. 464-468.

<sup>7</sup> *Ibid.* p. 421.



s'accroissant. Par exemple, en 1961 le revenu moyen des familles de l'Est-du-Québec dépasse à peine la moitié de la moyenne provinciale<sup>8</sup>. Pour contrer ce type de retard, le gouvernement fédéral met en œuvre la Loi sur l'aménagement rural et la remise en valeur des terres agricoles (ARDA). Puis en 1963, le Conseil d'orientation économique du Bas-Saint-Laurent propose l'idée d'un territoire pilote d'aménagement. Cela se concrétise la même année avec l'apparition du Bureau d'aménagement de l'Est-du-Québec (BAEQ). Sa mission consiste à préparer pour 1966 un plan directeur d'aménagement. Les populations visées s'intègrent à sa conception par le biais de consultations populaires. Lorsque déposé en 1966, il doit permettre à la région de rattraper les moyennes provinciales en matière d'emplois et de revenus. Pour y parvenir, quatre objectifs sont énoncés. Premièrement, il faut accroître la mobilité géographique et professionnelle de la main-d'œuvre. En deuxième lieu, on privilégie l'établissement d'un cadre institutionnel de planification et de participation. Puis, on désire provoquer l'éclosion d'une conscience régionale. Enfin, on mise sur une restructuration rationnelle de l'espace<sup>9</sup>.

Toutefois, la population doit patienter : l'application du plan ne débute qu'en 1968 avec la signature de l'entente Canada-Québec qui fournit les fonds nécessaires. Les moyens retenus pour atteindre les objectifs du plan n'ont pas la faveur populaire. Surtout lorsqu'il s'agit de relocaliser la population et de fermer des villages. L'enthousiasme créé par la création du BAEQ fait rapidement place à la déception puis à l'insatisfaction totales qui culminent quand le gouvernement provincial annonce la fermeture de dix paroisses.

---

<sup>8</sup> *Ibid.* p. 524.

<sup>9</sup> *Ibid.* p. 523-528.

Face à de telles politiques, des groupes populaires surgissent. En effet, à la suite d'une série de manifestations et de la publication du manifeste des " 19 curés en colère ", la première Opération Dignité (O.D. 1) apparaît en 1970 dans la vallée de la Matapédia. À l'été 1971, naît l'O.D. 2 dans l'arrière-pays de Rimouski et un an plus tard l'O.D. 3 à Les Méchins. Le clergé prend d'abord ces opérations en charge, cette élite traditionnelle ayant été laissée de côté lors de la confection du plan du BAEQ. Par ce geste, on affirme donc la volonté de garder ouvertes les paroisses menacées tout en proposant de nouvelles mesures de développement. L'Opération Dignité 2 véhicule comme idée maîtresse la notion d'aménagement intégré des ressources<sup>10</sup>. En bref, ces opérations constituent un mouvement populaire qui vise à contrer la fermeture de paroisses que propose le BAEQ.

## 2. L'éclosion des groupes de contestations

### 2.2 Les premiers groupes de contestations régionaux

Les premières revendications pour un meilleur accès au territoire n'ont pas comme objectif précis l'abolition du système de location. Dans le Bas-Saint-Laurent, elles visent d'abord à contrer l'appropriation du territoire par des "étrangers". Par ce terme, on désigne ceux qui ne vivent pas dans le comté de Rimouski. En 1957, une pétition circule en effet à Rimouski pour demander au gouvernement de ne pas renouveler les baux des clubs dont les membres proviennent de l'extérieur du comté de Rimouski. Selon les auteurs de la requête, les habitants de la région immédiate devraient d'abord bénéficier de ces baux. Ceux-ci estiment alors que la moitié des terres reviennent à des gens de

---

<sup>10</sup> Alain G. Gagnon, *Développement régional, État et groupes populaires*, Hull, Éditions Asticou, 1985, p. 132-139.

l'extérieur. De même, une association de chasseurs et de pêcheurs de la vallée de la Matapédia s'insurge contre la concession des lacs et rivières de leur région à des Canadiens anglais et à des Américains<sup>11</sup>. Sans demander l'abolition pure et simple des clubs, ils demandent que la population locale puisse aussi jouir de ces ressources.

En décembre 1957, l'Association des pêcheurs et chasseurs de Mont-Joli voit le jour. Elle se voue à l'amélioration de la pêche sur la rivière Mitis afin de satisfaire le plus grand nombre de pêcheurs possible. Cette association œuvre donc de concert avec celle qui existe déjà dans la vallée de la Matapédia. Leurs dirigeants désirent que ce type de groupes de pressions se multiplie afin de faire entendre aux autorités gouvernementales les revendications d'un nombre sans cesse grandissant de chasseurs et de pêcheurs. Selon eux, "le cas du saumon de la Matapédia, que les résidents d'Amqui doivent se contenter de regarder passer, sans avoir le droit d'y toucher est un bel exemple d'abus que ces associations peuvent aider à corriger"<sup>12</sup>. Au départ, l'association de Mont-Joli compte 87 membres qui choisissent dans leurs rangs 20 directeurs. Ces derniers élisent à leur tour, parmi leurs membres, un bureau de direction qui compte un président, deux vice-présidents et un secrétaire-trésorier<sup>13</sup>. Désormais, la contestation prend une allure plus organisée.

---

<sup>11</sup> Anonyme, " Notre gibier et nos poissons aux étrangers ! ", dans *L'Écho du Bas-Saint-Laurent*, 28 mars 1957, p. 1.

<sup>12</sup> Anonyme, " Fondation d'une association des pêcheurs et chasseurs de Mont-Joli " dans *L'Écho du Bas-Saint-Laurent*, 12 décembre 1957, p. 24.

<sup>13</sup> *Idem*.

## 2.1 Le MACPTC

Dans les années 1960, au Québec et dans le monde, les gouvernements font face à des mouvements de contestation, tels que des manifestations étudiantes. Les événements de mai 1968, plus particulièrement, paralysent la France. Plus tôt au Québec, des centaines de personnes acclament le général de Gaulle et son “ Vivre le Québec libre ! ”. De plus, le F.L.Q. s’active et la tension sociale atteint son paroxysme en octobre 1970 quand le gouvernement fédéral réactive la Loi des mesures de guerre. L’univers en apparence si paisible de la chasse et de la pêche n’échappe pas à ce contexte. On assiste notamment à la création du Mouvement pour l’abolition des clubs de chasse et de pêche privés sur les terres de la couronne, le MACPTC. Il s’agit d’un regroupement de volontaires qui coordonnent à l’échelle québécoise toutes les actions à prendre pour réclamer l’abolition du système locatif. Les tactiques employées vont des manifestations publiques aux occupations de clubs privés en passant par des lettres aux journaux. Tout cela s’inspire fortement des cercles syndicaux qui appuient le Mouvement<sup>14</sup>. En effet, l’idée de créer un tel mouvement provient d’une assemblée de chasseurs convoquée par le comité d’action politique de la CSN au printemps 1970. On y arrive à la conclusion qu’il faut abolir tous les clubs privés. Pour atteindre cet objectif, on estime nécessaire de manifester de façon continue, d’où la création du MACPTC<sup>15</sup>. La décision de la CSN de s’impliquer dans le Mouvement tire son origine de la Côte-Nord là où les ressources naturelles abondent. On désire alors que les travailleurs et la population en général

---

<sup>14</sup> Paul-Louis Martin, *op. cit.* p. 170.

<sup>15</sup> Henri Poupart, *Le scandale des clubs privés de chasse et de pêche*, Montréal, Éditions Parti pris, 1971.

puissent accéder à ces ressources. L'organe régional du syndicat, le Conseil central de la Côte-Nord se donne donc la mission de "renverser les mauvaises habitudes contractées par les gouvernements de céder ces ressources à des compagnies ou à de richissimes clubs privés"<sup>16</sup>.

Cette année-là, neuf manifestations ont lieu. La première se tient le 24 juin, jour de la fête nationale lorsque des manifestants occupent le Saint-Bernard Fish & Game Club. Pour plusieurs, il s'agit d'une grande première en matière de contestation de l'autorité. Selon Henri Poupart, ce club se compose à 80 % d'Américains ce qui en fait une excellente première cible. En signe de protestation, les contestataires jettent leur ligne à l'eau et pêchent tout au long de la journée. La dernière manifestation se tient au début du mois de septembre, le jour de la fête du travail. En novembre, les sommations à comparaître devant la cour parviennent aux manifestants. Les accusations portées concernent l'article 53 de la Loi de la chasse et de la pêche qui interdit effectivement de chasser ou de pêcher sur les territoires concédés sans l'autorisation des locataires. Momentanément, cela oblige le MACPTC à poursuivre son action devant les tribunaux afin de réveiller l'opinion publique et de forcer le gouvernement à réformer le système<sup>17</sup>.

Les manifestations se poursuivent les années suivantes. En 1972, 40 membres du MACPTC occupent le Little Saguenay Fish & Game Club. Parmi les manifestants arrêtés par la Sûreté du Québec, se trouve Michel Chartrand, alors président du conseil central

---

<sup>16</sup> <http://www.csn.qc.ca/Portrait/PortraitPdf/RegionsNordEst.pdf>

<sup>17</sup> Henri Poupart, *op.cit.*, p. 109-122.

de Montréal à la CSN. Afin de faire cesser la manifestation, les autorités invoquent l'article 48 de la Loi de la chasse et de la pêche qui exige un permis de circulation en forêt<sup>18</sup>. Bien sûr, aucun des manifestants n'en possède un. Le Mouvement conteste la validité de cet article qu'il considère comme " désuet, inappliqué, inapplicable, puisque s'il était appliqué, toute la population serait privée du droit de circuler en forêt<sup>19</sup>". Les avocats du Mouvement font valoir devant la cour que les autorités n'appliquent plus cet article depuis plusieurs années. Les manifestants ne peuvent toutefois pas plaider l'ignorance de la loi car à ce moment le gouvernement rappelle sur les permis de pêche l'obligation de se procurer un tel permis de circulation en forêt. Cette éventualité de poursuites judiciaires n'empêche pas cet été-là le MACPTC de poursuivre ses activités. Une semaine après la manifestation du Saguenay on se rend au Little Trinity Fishing Club, près de Baie-Trinité sur la Côte-Nord<sup>20</sup>.

La CSN y va aussi de ses propres initiatives. Elle fait directement pression sur le gouvernement lorsque celui-ci concède à des clubs privés le territoire de deux parcs du domaine public. La centrale syndicale juge ce geste comme étant un recul inacceptable du gouvernement. Elle lui envoie donc une liste de 22 questions " afin que la population sache de façon précise les intentions du gouvernement Bourassa sur la question de la démocratisation des territoires publics de chasse et de pêche<sup>21</sup>". L'implication de la CSN,

---

<sup>18</sup> Anonyme, " 40 arrestations marquent l'occupation d'un club privé ", *Le Devoir*, 17 juillet 1972, p. 3

<sup>19</sup> Anonyme, " Le MACPTC occupera un autre club privé samedi ", *Le Devoir*, 19 juillet 1972, p. 3.

<sup>20</sup> *Idem*.

<sup>21</sup> Anonyme, " Clubs privés : 22 questions au ministre ", *Le Devoir*, premier décembre 1972, p. 2.

donne au mouvement de contestation des structures afin de coordonner efficacement des actions désormais entreprises à l'échelle provinciale. De plus, ce lien intime de parenté avec la CSN attire l'attention des médias nationaux. Dans les médias écrits, le journal *Le Devoir* s'occupe de relater les gestes posés par les contestataires.

### 3. Le livre d'Henri Poupart

À la fin des années 1960, Henri Poupart publie un livre, *Le scandale des clubs privés*. Il s'agit d'un véritable manifeste qui sert à dénoncer une situation jugée inadmissible. Cet ouvrage constitue un excellent outil afin de bien cerner la vision des partisans de l'abolition des clubs privés de chasse et de pêche. Un regard attentif à sa démarche se révèle fort éclairant. Poupart commence par admettre qu'en 1885, l'avènement des clubs privés ne dérange pas beaucoup de monde puisque ceux-ci se situent assez loin des lieux habités. Mais il juge la situation actuelle fort différente car les clubs privés, dit-il, encerclent villes et villages, empêchant la majorité de la population de pratiquer la chasse et la pêche à peu de frais, ces territoires concédés étant facilement accessibles en voiture. D'après Poupart, "les clubs privés sont toujours donnés par l'État en cadeau aux députés, aux juges, à ceux qui contribuent à la caisse électorale, aux grosses compagnies forestières, aux riches Américains, etc."<sup>22</sup>. De sorte que les Québécois se trouvent privés de leurs ressources naturelles. Pour ces raisons, les clubs privés doivent disparaître afin que les forêts et les lacs situés autour des agglomérations soient accessibles à tous. De plus, la loi définit tellement mal les droits des clubs, qu'ils

---

<sup>22</sup> Henri Poupart, *op. cit.* p. 15.

finissent par s'arroger des droits qu'ils n'ont pas. Plusieurs empêchent par exemple la population de circuler sur leur territoire. L'auteur estime que c'est 0,5 % de la population qui jouit par privilèges d'un bien appartenant à la collectivité. Il dénonce l'argument des membres de clubs selon lequel l'ouverture des territoires au public en amènerait la dévastation. Une telle situation ferait en sorte que de nombreux Québécois doivent se comporter en braconniers. De plus, la façon d'attribuer les clubs constituerait une forme de patronage injustifiable. Il considère donc que les clubs représentent une mesure antisociale<sup>23</sup>.

Poupart poursuit son argumentation en faisant état de l'effort de conservation des ressources, selon lui quasiment inexistant. Il s'interroge en effet à savoir combien de clubs en appellent à des biologistes pour savoir pourquoi certaines espèces viennent à disparaître de leur territoire. Peu d'entre eux le feraient. Quant aux gardiens, leur statut d'employés les inciterait à taire les pratiques illégales de leurs patrons et à empêcher la population de circuler sur le territoire. L'auteur mord à pleines dents dans la question de la pollution des territoires sous bail. Il affirme que les membres de clubs qui prétendent défendre les ressources naturelles ne se gênent pas pour polluer ces biens collectifs<sup>24</sup>.

Par la suite, l'auteur introduit des arguments d'ordre économique afin de réclamer l'abolition des clubs privés. Il mentionne d'abord que seulement 20 pour cent des clubs paient leurs taxes municipales. Les autres ne le feraient pas puisqu'ils ne bénéficient pas de tous les services. Puis, l'essentiel de son attaque va aux emplois dans les clubs. Selon

---

<sup>23</sup> *Ibid.* p. 14-26.

<sup>24</sup> *Ibid.* p. 26-40.



lui, ceux-ci n'apportent qu'un faible revenu. Très incisif, il écrit : “ quand le ministère déclare que dans son rapport 5 214 personnes sont à l'emploi des clubs privés, c'est de la poudre aux yeux. Il aurait fallu dire : 5 214 personnes qui crèvent littéralement de faim grâce aux clubs privés ”<sup>25</sup>. D'après lui, la prise en charge du territoire et une politique de conservation de la faune permettraient d'offrir des emplois mieux rémunérés et ce, à un plus grand nombre de Québécois. De plus, de nombreux clubs se déguiseraient en pourvoyeurs en voyant leurs baux menacés. Afin d'éloigner d'éventuels clients, ils utiliseraient deux méthodes. La première consisterait à ne pas accepter de réservations avant plusieurs années. L'autre consisterait tout simplement à exiger un montant d'argent très élevé. Dans un même ordre d'idées, l'auteur dénonce ces clubs qui au contraire font une “ concurrence malhonnête ” aux pourvoyeurs en acceptant des clients<sup>26</sup>.

Poupart enchaîne sur les abus que commettraient, à ses yeux, les compagnies forestières et qui auraient pour effet de nuire à la conservation de la faune. Le premier concerne le non-respect de la Loi des trois chaînes, en vigueur seulement dans leurs propres clubs de chasse et de pêche. Cette loi désigne une bande de terrain mesurant trois chaînes de largeur, soit 60 mètre ou 198 pieds, que le gouvernement conserve sur le bord des cours d'eau lorsqu'il concède un territoire. Légalement, les compagnies forestières ne peuvent donc pas y faire de coupe. De plus, il écrit que ces compagnies arrivent les premières sur les lieux. Elles peuvent donc se faire facilement concéder un territoire qu'elles découvrent lorsque celui-ci regorge de gibiers et de poissons. L'auteur ne trouve

---

<sup>25</sup> *Ibid.* p. 49.

<sup>26</sup> *Ibid.* p. 41-49.

donc pas surprenant de compter les compagnies forestières parmi les plus farouches défenseurs des clubs puisqu'elles y ont très souvent des intérêts directs. Quant aux gardes-chasse provinciaux, il les estime “ mal payés, mal équipés, conditions de travail pénibles, le tout doublé d'un esprit de fonctionnarisme ”<sup>27</sup>. En citant le chroniqueur de *La Presse*, Serge Deyglun, Poupart dit que le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche représente le “ dépotoir ” des gouvernements. Autrement dit, il s'agirait du ministère où se retrouveraient les moins compétents des ministres.

Il dénote justement trois tendances chez ceux qui composent le gouvernement. Tout d'abord, il y a ceux qui voient sincèrement le système locatif comme le meilleur système afin de protéger la faune. Puis, il y a ceux qui s'opposent à son abolition car leurs intérêts personnels en souffriraient. Enfin, il y a ceux qui désirent l'abolition des clubs, jugeant cette solution plus rationnelle et équitable. Cela l'amène vers une importante question : à qui appartiennent les clubs privés? D'après Poupart, la majorité des locataires sont inconnus. Il mentionne que sur les listes officielles du gouvernement, on utilise des prête-noms. Il catégorise ainsi les véritables propriétaires de clubs. Il y a d'abord les grandes entreprises. Parmi elles, Poupart cite Alcan, le journal *Le Soleil*, les papier Scott, Québec-Téléphone, la famille Brillant de Rimouski et Molson. Par la suite il y a les juges et les “ amis du gouvernement ”, des professionnels pour la plupart. Il n'oublie certainement pas les bourgeois américains. Enfin, il y a ceux qui reçoivent un club par héritage et il note les clubs essentiellement constitués de prêtres<sup>28</sup>. La citation du journal

---

<sup>27</sup> *Ibid.* p. 67.

<sup>28</sup> *Ibid.* p. 63-102.

*Le Soleil* parmi les propriétaires de clubs aide à comprendre le peu de couverture qu ce quotidien accorde aux actions posées contre les concessionnaires.

La suite du volume se poursuit dans une autre direction. Il relate notamment l'histoire d'un pêcheur qui a retiré ses filets à la demande de Domtar, après que cette compagnie l'eut dédommagé. La pêche qu'il effectuait empêchait les saumons de monter dans la rivière qu'elle louait. Il aurait par la suite perdu son permis de pêche pour ne pas l'avoir utilisé. L'auteur poursuit en traitant des mouvements de contestation et plus particulièrement du MACPTC. Enfin, il précise brièvement de nombreuses pistes de solutions visant à libéraliser la pratique de la chasse et de la pêche tout en pratiquant des politiques de conservation de la faune viables à long terme. Selon lui, "une libéralisation mal faite pourrait causer des dommages irréparables"<sup>29</sup>. Plusieurs de ces solutions méritent qu'on les mentionne ici. Il préconise bien sûr l'abolition de tous les clubs privés. Également, il envisage la division de la province en une cinquantaine de zones gérées par des associations issues du milieu même. Ce qui préfigure en quelque sorte le modèle des futures zones d'exploitation contrôlée. Par ailleurs, il considère qu'il serait préférable que le tourisme ainsi que la chasse et la pêche aient leurs ministères respectifs. Enfin, en écologiste convaincu, il suggère l'élaboration de lois antipollution très sévères. Puis, il conclut en faisant des parallèles entre la gestion de la faune au Québec et dans les provinces et États voisins. Il constate que malgré un accès au territoire plus démocratique, ces derniers réussissent tout de même à protéger leurs ressources

---

<sup>29</sup> *Ibid.* p. 125.

fauniques. Bref, au Québec tout ne serait qu'un problème d'aménagement du territoire<sup>30</sup>.

#### 4. La professionnalisation de la gestion de la faune

##### 4.1 Un problème en voie de résolution

Le gouvernement provincial s'engage toutefois dans la voie de la résolution de ce problème d'aménagement et de gestion. Cette action présente un lien intime avec l'émergence de la classe moyenne dont nous venons de faire état puisque plusieurs professionnels de la faune y trouvent un emploi. En effet, en 1961, le ministère de la Chasse et des Pêcheries crée le Service de la Faune en réunissant sous une même bannière le personnel de différents organismes gouvernementaux. Le nouvel organisme a pour rôle "d'aménager les populations de gibiers et de poissons d'eau douce du Québec dans le but d'en assurer la perpétuation et l'utilisation pour des fins récréatives et commerciales"<sup>31</sup>. De cette façon, on désire remédier aux problèmes créés par des chasses intensives, comme ce fut le cas pour l'orignal par exemple. Parmi les solutions appliquées, on note la réintroduction de gibier en certains milieux mais surtout l'éducation du public quant à la conservation des ressources<sup>32</sup>.

Le Service compte quatre divisions. La première d'entre elles regroupe la recherche technologique et le génie. On y élabore principalement des instruments de

---

<sup>30</sup> *Ibid.* p. 121-133.

<sup>31</sup> Québec, *Rapport annuel 1965, ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche*, Éditeur officiel du Québec, 1965, p. 32.

<sup>32</sup> Québec, *Rapport annuel 1967, ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche*, Éditeur officiel du Québec, 1967, p. 48.

travail permettant aux biologistes de procéder à l'aménagement physique des habitats. La deuxième division gère les stations piscicoles de la province. La troisième quant à elle se voue à la recherche biologique. On s'y applique à améliorer les connaissances du milieu de vie des gibiers présents dans la province. Un de ses objectifs vise à réaliser des inventaires pour déterminer l'aire de distribution de certaines espèces, leur habitat, le nombre d'individus de même que les possibilités d'exploitation qu'elles offrent. Enfin la quatrième division voit à l'étude de la faune terrestre. Elle regroupe ses spécialistes à Québec car le ministère les juge trop peu nombreux pour les répartir dans les autres régions. Leurs principales activités consistent à étudier la productivité des espèces, leurs habitats et les effets qu'elles subissent à cause de la pression de chasse<sup>33</sup>.

#### 4.2 Un pas vers la décentralisation

À la fin des années 1960, plusieurs districts, dont celui du Bas-Saint-Laurent, comptent sur les services de un ou de plusieurs biologistes. Des chercheurs provenant de plusieurs disciplines les aident dans leurs tâches en étudiant les problèmes soulevés par les aménagistes<sup>34</sup>. L'inventaire des ongulés réalisé dans le cadre de l'inventaire canadien des terres représente pour eux un outil indispensable. En 1968 et 1969, 17 professionnels travaillent à la recherche biologique au Service de la Faune. Ils étudient par exemple l'orignal et le cerf de Virginie, leurs habitats respectifs ainsi que leurs comportements<sup>35</sup>.

---

<sup>33</sup> Québec, *Rapport annuel 1965, ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche*, Éditeur officiel du Québec, 1965, p. 32-37.

<sup>34</sup> Québec, *Rapport annuel 1968-69, ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche*, Éditeur officiel du Québec, 1969, p. 54.

<sup>35</sup> *Ibid.* p. 55.

Ces biologistes font partie de cette nouvelle classe moyenne qui revendique l'accès au territoire. Leur arrivée au sein de la fonction publique provinciale signifie entre autres la volonté du gouvernement de reprendre en charge la gestion des ressources. L'acquisition de connaissances de la faune québécoise et de son habitat représente une étape essentielle qui doit mener quelques années plus tard à l'abolition des clubs privés de chasse et de pêche. En effet, le territoire québécois est très vaste et les cheptels sauvages demeurent méconnus. Il importe en conséquence pour l'administration en place, de ne pas précipiter l'abolition d'un système qui, bien qu'imparfait, contribue tout de même à la conservation des ressources depuis plusieurs décennies. De plus, ces représentants de la nouvelle élite se trouvent très bien placés afin de faire passer leurs idées auprès de l'autorité gouvernementale.

La professionnalisation de la gestion de la faune dans les années 1960 entre également dans tout ce mouvement de décentralisation vers les régions administratives. Les biologistes font en effet partie de cette nouvelle élite intellectuelle qui émerge au Québec. Par la position qu'ils occupent au sein de la fonction publique, ceux-ci peuvent prétendre influencer directement sur les politiques de gestion du territoire : ils travaillent sur le terrain et savent comment et où intervenir. De plus, on imagine facilement que l'impossibilité d'intervenir dans les territoires concédés constituait un frein et à la fois un motif pour ramener ces territoires sous l'autorité directe de l'État. Bref, avec la venue de ces professionnels, on peut poursuivre avec plus d'intensité une politique de révocation

partielle des baux déjà bien amorcée dans les années cinquante.

## CHAPITRE 5

### LE DÉCLUBAGE

#### 1. La réserve Horton/Rimouski

##### 1.1 L'origine de la réserve

En 1894, le gouvernement du Québec, s'inspirant des États-Unis et de l'Ontario, qui viennent respectivement de créer la Yellowstone Forest Reserve et le Parc Algonquin, crée le Parc de la Montagne Tremblante et le Parc des Laurentides. L'État espère ainsi atteindre à la fois des objectifs d'aménagement de la forêt et de protection du poisson et du gibier, et cela, tout en rendant ces territoires accessibles à la population<sup>1</sup>. Il faut malgré tout attendre 1939 pour assister à la création de la première véritable réserve de chasse et de pêche, celle de La Vérendrye. La Deuxième Guerre mondiale vient toutefois ralentir les efforts du gouvernement, mais dans les années cinquante, plusieurs réserves sont enfin créées celle de Chibougameau en 1950, Mistassini en 1953 et Mingan en 1956<sup>2</sup>.

En 1952, le gouvernement du Québec révoque le bail du Club Gagné à la suite d'une infraction à la loi de la chasse et de la pêche. Ce territoire d'environ trente milles carrés redevient alors accessible à la population. On le nomme Réserve Horton en raison de la présence de la rivière du même nom. Bien que le terme "réserve" soit employé, il ne s'agit pas d'une réserve de chasse et de pêche à proprement parler puisque l'État ne

---

<sup>1</sup> Paul-Louis Martin, *op. cit.* p. 135-136.

<sup>2</sup> *Ibid.* p. 142, 164.



reconnaît pas immédiatement ce territoire comme tel. Trois ans plus tard, l'acquisition de trois autres clubs privés permet d'agrandir la nouvelle réserve. Il faut attendre mai 1958 pour que le gouvernement officialise son existence. Le nombre grandissant de chasseurs et de pêcheurs dans la région de Rimouski le pousse à prendre cette décision. Selon lui, l'aménagement du territoire pour ces activités se fait alors sentir de “ façon pressante ”<sup>3</sup>. Il invoque les mêmes raisons quatre ans plus tard lorsque la réserve est à nouveau agrandie. Sa superficie doit ainsi passer de 30 à 320 milles carrés soit environ le septième du comté de Rimouski. Ces agrandissements touchent une trentaine de clubs<sup>4</sup>. Cette décision ne s'applique toutefois pas immédiatement car elle s'étale sur plusieurs années. Un sursis est aussi accordé aux clubs existants. La révocation des baux se fait donc graduellement, à commencer par ceux accordés pour les territoires situés à la périphérie de la réserve. Le ministère de la Chasse et de la Pêche estime alors que les investissements des membres se chiffrent à environ 200 000 dollars. Il prévoit en conséquence élaborer une formule afin de les compenser<sup>5</sup>.

## 1.2 Un geste planifié

Afin de bien faire comprendre sa décision, le ministère convoque les 300 membres touchés à l'hôtel de ville de Rimouski. On leur rappelle que les clubs jouissent de privilèges accordés par bail et que le gouvernement peut en tout temps les résilier. Le maire de Rimouski, Maurice Tessier, lui-même membre d'un club, se fait le porte-parole

---

<sup>3</sup> Québec, Arrêté en Conseil n° 538, *Gazette officielle du Québec*, mai 1958, p. 1951.

<sup>4</sup> Anonyme, “ Réserve Horton agrandie ”, dans *L'Écho du Bas-Saint-Laurent*, 7 mars 1962, p. 1.

<sup>5</sup> Anonyme, “ Les clubs de la Horton seront dédommagés ”, dans *L'Écho du Bas-Saint-Laurent*, 14 mars 1962, p. 5.

de l'assemblée. Une de ses déclarations reprise par un journaliste reflète bien le point de vue ambigu des partisans du système locatif : “ les gens du Bas-Saint-Laurent se résigneront à ce que les forêts et les lacs leur soient rendus plus accessibles ”<sup>6</sup>. Il faut voir là une manifestation de la crainte qu'ont ces personnes de voir la Réserve Horton favoriser davantage la venue de chasseurs et pêcheurs de l'extérieur au détriment des gens du comté. Étrangement, quelques années auparavant ceux qui réclamaient une démocratisation de l'accès au territoire utilisaient cet argument. Mais, cela signifie avant tout la fin de l'exclusivité des privilèges que les membres de clubs détiennent sur le territoire. Jugée radicale et arbitraire, la décision gouvernementale épargnerait des clubs situés à la périphérie de la réserve car ils appartiennent à des gens de Québec... L'assemblée demande aux représentants du ministère de rendre plutôt accessibles à la population des territoires inutilisés, sur la Côte-Nord par exemple. Selon eux, cela éviterait de désorganiser “l'ordre établi” dans le comté de Rimouski<sup>7</sup>. Pour les membres de clubs, cela signifie aussi la perte du contrôle qu'ils exercent sur l'accès au territoire. Ainsi se renverse le rapport de force longtemps maintenu dans ce champ entre les dominants et les dominés. La montée de la nouvelle élite dont font partie les syndicalistes contribue grandement à l'abolition des clubs privés grâce à leur implication dans les mouvements de contestation.

À première vue, l'agrandissement de la Réserve Horton peut paraître isolé, mais sa création accompagne la mise en place de plusieurs autres réserves, entre autres en

---

<sup>6</sup> *Idem.*

<sup>7</sup> *Idem.*

Mauricie. Par ailleurs, dans le Bas-Saint-Laurent on prévoit aussi rendre accessibles à la population les rivières à saumon du Bic et de la Cascapédia<sup>8</sup>. Cette révocation progressive des baux est assortie d'une politique visant à rendre le territoire plus accessible. Il s'agit d'une réforme des tarifs de location du territoire. Désormais, plus le territoire loué est étendu, plus le coût de location est élevé. Cette politique vise notamment à encourager la partition des territoires déjà concédés en de plus petites unités, afin de satisfaire les demandes de location de plus en plus grandes. À ce moment, le gouvernement préfère donc maintenir un système qu'il croit très efficace en matière de protection de la faune tout en reconnaissant l'importance de créer de nouveaux parcs et réserves. Il recule toutefois devant les sommes d'argent qu'il faudrait y investir afin de surveiller l'ensemble de tels territoires<sup>9</sup>. Il préfère une politique permettant des revenus à une politique qui générerait des dépenses supplémentaires.

Une dizaine d'années plus tard, au moment de la création de la Réserve Duchénier, des membres de clubs voient la Réserve Rimouski comme un échec en matière de conservation des ressources. Ils allèguent alors que sa mise en place n'a permis l'adoption d'aucune mesure visant à favoriser une augmentation des quantités de gibiers aquatiques et terrestres. Étrangement, on dit que la Réserve Rimouski ferait régresser les mesures de protection puisqu'elle aurait enlevé de nombreux points de contrôle et des barrières à ses limites<sup>10</sup>. Or, à ce moment, ce territoire se trouve entièrement entouré de clubs privés et

---

<sup>8</sup> *Idem.*

<sup>9</sup> Québec, Arrêté en Conseil n° 272, *Gazette officielle du Québec*, mars 1963, p. 1222.

<sup>10</sup> Sandy Burgess, "Carnet du mercredi", *Le Progrès-Écho*, 9 mars 1977, p.A-4.

il faut en traverser plusieurs avant de pénétrer sur la réserve. Ceux qui accèdent le plus facilement à ce territoire sont donc les membres des clubs privés eux-mêmes. On critique aussi le nombre de gardes-chasse estimé trop peu élevé qui travaillent de plus à des heures fixes, vu leur récente syndicalisation. En conséquence, l'objectif de protéger l'environnement ne serait guère poursuivi et loin d'être atteint.

## 2. La Réserve Duchénier

### 2.1 Les origines de la réserve

La mise sur pied de la Réserve Duchénier s'inscrit directement dans la suite des revendications populaires du début des années 1970 visant à contrer la fermeture des villages de l'arrière-pays rimouskois. De même, le gouvernement du Québec manifeste de façon encore plus sérieuse sa volonté de démocratiser l'accès au territoire pour la pratique de la chasse et de la pêche. Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche étudie alors la possibilité de mettre en place des sociétés d'aménagement et de gestion de la faune. Il charge la commission Maranda-Poupart d'étudier la question. Une de leurs démarches consiste à tenir des séances d'information publiques, dont celle du trois mars 1977, tenue à Rimouski. Plusieurs organismes représentant la population s'y présentent et expliquent au ministère l'importance de consulter les milieux concernés avant d'implanter de telles sociétés. Il s'agit des sociétés d'exploitation des ressources des Basques et de la Neigette (SER), du Conseil régional de développement (CRD), et d'Opération Dignité 2. Devant leur insistance, le gouvernement décide de les associer concrètement à ses démarches. Dès lors, il propose un projet d'aménagement intégré des

ressources aux sociétés des Basques et de la Neigette<sup>11</sup>. On définit alors l'aménagement intégré comme “ l'utilisation maximale et cordonnée de toutes les ressources d'un territoire donné<sup>12</sup>”, prenant en compte les conséquences sur la faune de l'exploitation de certaines parties de la forêt.

Dans le cadre de cette démarche, le CRD opère le lien entre les groupes populaires et le gouvernement. Le choix des SER des Basques et de la Neigette s'explique principalement par la précarité économique qui y prévaut. En effet, selon les chiffres avancés par le Comité mixte, 15 % de la population de ce territoire se compose de prestataires du Bien-être social. Dans certaines localités, le taux de chômage dépasse même les 20 %. Pour les groupes populaires, il y a donc nécessité d'aménager les ressources afin d'en retirer leur plein potentiel et de créer de nouveaux emplois. La particularité de l'organisme créé afin d'atteindre cet objectif est d'être composé à la fois de groupes populaires et d'organismes gouvernementaux. Ainsi, du côté populaire on retrouve : le CRD, les SER des Basques et de la Neigette, l'Union des producteurs agricoles, l'Association de chasse et de pêche, le Conseil des loisirs de l'Est du Québec (CLEQ) et la Conférence municipale de l'Est du Québec. Du côté gouvernemental, on note l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ), le ministère de l'Agriculture, le ministère des Terres et Forêts et le MTCP. Le Comité mixte Basques-

---

<sup>11</sup> Comité technique Basques-Neigette, *Rapport préliminaire version 03 du Comité technique Basques-Neigette sur l'aménagement intégré des ressources du territoire Basque-Neigette*, Rimouski, 31 mars 1977, p. 3-6.

<sup>12</sup> Comité mixte Basques-Neigette, *Basques-Neigette...et vous*, comté de Rimouski, 1976, pas de pagination.

Neigette tire donc son nom de la présence en son sein de tous ces organismes et du territoire à l'étude. Il désire d'abord inventorier les ressources et confectionner un plan d'affectation des sols et un plan d'aménagement intégré des ressources. Par la suite, il s'agit d'élaborer des hypothèses d'exploitation et de gestion et finalement de programmer l'exploitation rationnelle des ressources<sup>13</sup>. Son objectif général est “ d'aménager et d'exploiter rationnellement les ressources renouvelables de Basques-Neigette afin de consolider le milieu, donc de stabiliser la population de ce territoire ”<sup>14</sup>. En d'autres mots, cela signifie accroître la productivité des ressources afin de créer des emplois pour la population du milieu tout en permettant à celle-ci de participer au développement de sa région d'appartenance. Le Comité entend développer les ressources forestières, agricoles, le plein-air, la faune et les ressources humaines<sup>15</sup>.

Le Comité mixte compte deux sous-comités. Le premier, le Comité technique regroupe les représentants des ministères. Sa tâche consiste à collecter des données afin de dresser un bilan de la situation pour ensuite évaluer le potentiel des ressources<sup>16</sup>. Le Comité des 106 milles carrés contrairement à l'autre sous-comité s'avère mixte. Il se compose du MTCP, du MTF, du CLEQ, des associations de chasse et de pêche, des SER, et du Syndicat des producteurs de bois. Il doit élaborer des hypothèses d'aménagement, d'exploitation et de gestion des ressources qui feront partie du plan d'aménagement

---

<sup>13</sup> *Idem.*

<sup>14</sup> Comité technique Basques-Neigette, *op. cit.*, p. 6.

<sup>15</sup> Comité mixte Basques-Neigette, *Basques-Neigette...et vous*, comté de Rimouski, 1976, pas de pagination.

<sup>16</sup> Comité technique Basques-Neigette, *op. cit.* p. 9.

intégré des ressources. Le Comité mixte perçoit les sept clubs privés du secteur comme un obstacle à l'accessibilité des ressources, 85 % des plans d'eau à potentiel d'exploitation élevé se situent dans cette zone<sup>17</sup>. Il faut donc voir à éliminer cet obstacle.

À la suite des travaux du comité des 106 milles carrés, le Comité mixte organise une consultation populaire. L'objectif de cette démarche vise à associer la population aux travaux du Comité en recueillant ses suggestions. Les premiers groupes consultés composent le Comité mixte. Par la suite on organise des rencontres avec la population des municipalités environnantes avec l'aide des conseils municipaux. On consulte aussi l'O.D. II, le Conseil permanent de l'aménagement du territoire de l'arrière-pays et les clubs privés des 106 milles carrés<sup>18</sup>. Nous verrons plus tard que ces derniers ne ressortent pas convaincus de la consultation.

Presque tous les groupes consultés se prononcent en faveur de la révocation des baux des clubs privés. Le CRD et le Conseil des municipalités de l'Est du Québec demandent même que le gouvernement s'engage à fond dans cette direction afin de créer des emplois et des retombées économiques maximales dans le milieu<sup>19</sup>. Les consultations révèlent de plus le désir que la libéralisation s'accompagne de mesures efficaces en matière de conservation des ressources. On entend par conséquent éduquer la population

---

<sup>17</sup> *Ibid.* p. 5.

<sup>18</sup> Conseil régional de développement, *Rapport de consultation sur le rapport sur les 106 m<sup>2</sup> déposé à la table du Comité mixte Basques-Neigette*, Comité mixte Basques-Neigette, 28 février 1977, p. 4-8.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 22.

et embaucher suffisamment de gardes-chasse pour surveiller le territoire. Par ailleurs, on préconise une forme de gestion mixte impliquant encore une fois la participation d'organismes populaires et du gouvernement. Le Comité mixte dépose enfin son rapport final sur les 106 milles carrés, rapport contenant 38 recommandations.

On veut d'abord adopter un plan d'affectation des ressources dans lequel l'exploitation de la faune a la priorité sur la récréation en plein-air et l'exploitation forestière. Puis on recommande que le futur organisme ait pour mission " d'aménager les ressources en fonction de leur potentiel afin de satisfaire le plus d'utilisateurs possible et offrir des services de récréation tout en maximisant les retombées économiques dans le milieu immédiat " <sup>20</sup>. Il devra aussi sensibiliser la population à la protection et à la conservation des ressources. En collaboration avec le MTCP, il organisera l'exploitation des ressources fauniques. Parallèlement, on entend favoriser la pratique d'activités de plein-air mais non pas autoriser la construction de chalets privés. On demande par ailleurs l'abolition des concessions forestières, processus déjà en cours depuis quelques années, afin que les SER deviennent les organismes privilégiés pour exploiter la forêt. On ne précise toutefois pas leur rôle éventuel mais on désire que la région assure elle-même la gestion de la ressource. De plus, on recommande que le MTF conserve la juridiction sur la forêt sauf dans les zones où des secteurs fauniques et récréatifs seront créés.

Du côté des immobilisations, on désire un propriétaire unique qui possédera de 25

---

<sup>20</sup> Comité mixte Basques-Neigette, *Rapport final sur les 106 m<sup>2</sup>*, comté de Rimouski, 28 février 1977, p.2.



à 30 chalets pour l'hébergement des visiteurs et qui gèrera le service d'accueil. Mais on ne désire pas offrir de services de restauration sur place afin d'en favoriser l'émergence ou le maintien dans les villages environnants où des emplois seraient ainsi consolidés. On projette également l'amélioration des voies de communications<sup>21</sup>. Par ces mesures, on entend maximiser les retombées économiques et la création d'emplois à long terme.

## 2.2 Le point de vue des membres

Les membres de clubs ne partagent toutefois pas cette vision optimiste des choses. Selon eux, l'abolition des clubs privés de chasse et de pêche aura pour principale conséquence la perte d'emplois dans l'arrière-pays. Ils basent en effet leur affirmation sur l'idée que chaque club doit, en principe, embaucher son propre gardien<sup>22</sup>. Pour la première année d'opération de la réserve, l'impact à cet égard demeure minime puisque six agents auxiliaires surveillent le territoire, au lieu des sept précédemment engagés par les clubs privés. Toutefois leur nombre diminue rapidement si bien que deux ans plus tard, il n'en reste plus que trois qui ne parviennent d'ailleurs pas à contrôler le braconnage sur le territoire<sup>23</sup>. Cependant, les salaires offerts par les clubs privés n'étaient pas compétitifs avec ceux offerts par les nouveaux gestionnaires. Les anciens membres interrogés déclarent unanimement qu'à l'époque de leurs droits exclusifs, plus de gens de l'arrière-pays travaillaient, que ce soit en tant que garde-chasse, guide ou encore pour entretenir

---

<sup>21</sup> *Ibid.* p. 3-13.

<sup>22</sup> Entretien avec l'informateur 1.

<sup>23</sup> Corporation du territoire populaire Chénier, *La corporation du territoire populaire Chénier*, pas de pagination.

les bâtiments<sup>24</sup>. Les opinions diffèrent donc grandement selon que l'on s'oppose ou non aux clubs privés.

Afin de pouvoir démarrer rapidement les activités, on désire conférer au territoire le statut temporaire de réserve de chasse et de pêche. La formulation de l'une des recommandations révèle l'état d'esprit qui prévaut à ce moment : “ que le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche indemnise, s'il le juge à propos, les locataires actuels pour les améliorations ou constructions dans la mesure où il juge que ces améliorations ou constructions ont apporté à ce territoire une plus-value permanente ”<sup>25</sup>. En d'autres termes, on n'en fait pas une priorité. Par ailleurs, on recommande que le nouveau gestionnaire soit un organisme sans but lucratif et que, à l'image du comité mixte, son conseil d'administration se compose à la fois d'organismes populaires et gouvernementaux<sup>26</sup>. Afin de faciliter le démarrage, un conseil d'administration provisoire est constitué en mars 1977. Toutefois, le MTCP assure la protection des ressources jusqu'à ce que la corporation voit le jour<sup>27</sup>.

Les membres des anciens clubs privés démontrent toutefois de vives inquiétudes par rapport à la décision du MTCP de révoquer leurs baux. Ils se disent alors en faveur d'une plus grande démocratisation de l'accès au territoire. Mais selon eux, il aurait été

---

<sup>24</sup> Entretien avec l'informateur 3.

<sup>25</sup> Comité mixte Basques-Neigette, *Rapport final sur les 106 m<sup>2</sup>*, comté de Rimouski, 28 février 1977, p. 15.

<sup>26</sup> *Ibid.* p. 14-16.

<sup>27</sup> Anonyme, “ Conseil d'administration provisoire des 106 milles<sup>2</sup> ”, *L'Information*, Mont-Joli, 13 avril 1977, p. B-10.

souhaitable qu'ils soient davantage associés au processus plutôt que d'en être écartés. De plus, les citoyens de Rimouski n'auraient pas été consultés. À ce sujet, Sandy Burgess, un chroniqueur du journal *Le Progrès-Écho*, considère qu'il est impossible de faire de l'aménagement intégré des ressources sans la participation des Rimouskois alors qu'ils sont au cœur de l'économie du comté. En conséquence, ils devraient être intégrés plus intimement à tout processus de développement régional. Il invite par la même occasion les anciens membres de clubs à ne pas se laisser écarter de la future société qui aura à gérer le territoire<sup>28</sup>. Les porte-parole des clubs disent en effet n'avoir eu que quelques journées afin d'étudier le rapport sur les 106 milles carrés. Ils auraient souhaité avoir plus de temps afin de rencontrer leurs membres<sup>29</sup>.

Le chroniqueur rimouskois affirme alors avoir la certitude que le CRD a, par ses manières de faire, écarté intentionnellement les membres des clubs privés du processus de consultation. Il estime que le CRD perçoit les anciens membres comme étant de “possibles empêcheurs de tourner en rond”<sup>30</sup>. Se dessine alors une sorte d'antagonisme entre la ville (Rimouski) et la campagne (l'arrière-pays). En écartant les membres de clubs privés qui sont pour la grande majorité originaires de Rimouski ou de l'extérieur de la région, les habitants de l'arrière-pays manifestent leur volonté de prendre en main la gestion des ressources de leur milieu. À ce moment, ceux qui se sentent dépossédés de leurs ressources ne sont plus seulement ceux qui composent les groupes populaires mais

---

<sup>28</sup> Sandy Burgess, “Carnet du mercredi”, *Le Progrès-Écho*, 23 mars 1977, p. A-4.

<sup>29</sup> N. P. “Le déclubage compromet les ressources”, *Le Progrès-Écho*, 6 avril 1977, p. A-3.

<sup>30</sup> Sandy Burgess, *op. cit.*, p. A-4.

aussi les bourgeois qui en ont longtemps eu l'exclusivité.

Les anciens membres ne se voient pas comme un groupe ayant bénéficié de privilèges puisque, disent-ils, ils ont simplement évolué à l'intérieur d'un cadre établi par le gouvernement lui-même. Ainsi, leur argumentation porte sur le fait que les clubs ont payé pour bénéficier des droits exclusifs, qu'ils ont respecté les règlements en vigueur et protégé les ressources fauniques. Cela, même si des frais importants y étaient reliés. Plusieurs d'entre eux estiment que si les territoires sont à ce point convoités, c'est en grande partie à cause des investissements qu'ils y ont faits et de la protection qu'ils ont effectuée. À ce sujet, ils sont convaincus que l'ouverture du territoire au public aura nécessairement pour conséquence " le vidage du territoire et la dégradation des lieux " <sup>31</sup>. En ce sens, ils estiment que le système des clubs privés est le meilleur afin d'atteindre les objectifs de conservation. Selon eux, l'expérience de la Réserve Rimouski est là pour le prouver <sup>32</sup>. D'autant plus que le MTCP surestimerait les ressources fauniques des 106 milles carrés. Un autre argument utilisé par les membres de clubs est que tous les membres sont des gardiens. En plus de veiller sur le maintien de l'exclusivité en empêchant des non-membres de chasser, ceux-ci se surveillent les uns les autres <sup>33</sup>. Nous l'avons vu, il existe quelques cas où des membres ont dénoncé des pratiques non conformes d'autres membres. La conservation de la faune serait ainsi mieux assurée. De même, les membres d'un club ne peuvent se rendre sur le territoire d'un autre club sans

---

<sup>31</sup> N. P. *op. cit.*, p. A-3

<sup>32</sup> Anonyme, " Clubs privés- territoires publics, Question d'éducation ", *La Voie gaspésienne* 9 mars 1977, p. B-1.

<sup>33</sup> Entretien avec l'informateur 2.

avoir été invités. Le sentiment d'appartenance inciterait de cette façon les gens à protéger leur territoire<sup>34</sup>. D'un autre côté, ils croient que l'éducation populaire reste à faire en matière de protection de l'environnement<sup>35</sup>. Ces points de vue ne sont pas partagés par le sous-ministre de la Chasse et de la Pêche qui voit plutôt la Réserve Rimouski comme étant une réussite en matière de gestion publique des territoires. L'opinion des membres de clubs reflète bien la position de dominants qu'ils ont longtemps occupée et qu'ils sont en train de perdre en ce qui concerne l'accès au territoire et la gestion des ressources fauniques.

### 2.3 Le fonctionnement de l'organisme

Les objectifs de la Corporation du territoire populaire Chénier sont donc de gérer et d'exploiter les ressources naturelles tout en assurant leur conservation. Pour ce faire, elle doit installer et entretenir les équipements nécessaires à ces fins et en faciliter l'accès à toute la population. De même, elle doit contribuer à sensibiliser et à éduquer la population au respect de l'environnement. À la tête de cette corporation, se trouve un conseil d'administration, composé d'au plus 20 administrateurs représentant les organismes populaires et gouvernementaux. Ainsi, on désigne les organismes populaires comme membres corporatifs et les ministères comme membres du gouvernement. Les personnes déléguées par ces deux catégories de membres sont quant à elles désignées en tant que membres actifs. Les officiers de la corporation sont choisis à l'intérieur même du conseil d'administration. Il y en a quatre : le président, le vice-président, le secrétaire et

---

<sup>34</sup> Entretien avec l'informateur 1.

<sup>35</sup> N. P. *op. cit.*, p. A-3.

le trésorier. Sous le contrôle du conseil d'administration on trouve le conseil exécutif qui se compose du président de la corporation et de quatre autres membres du conseil d'administration. C'est à ce niveau que l'on s'occupe de l'administration courante et du bon fonctionnement de la Réserve. C'est le C. A. qui détermine les fonctions de l'exécutif. De plus, à chaque année d'opération, la corporation doit signer un protocole d'entente avec le gouvernement qui lui délègue la gestion du territoire.

De tous les anciens membres de clubs, un seul conserve son chalet. La famille Brillant conserve quant à elle, jusqu'au milieu des années 1990, une enclave de un mille carré à l'intérieur de la réserve. En tout, ce sont plus de 60 camps et autres bâtiments qui sont expropriés par le gouvernement et cédés à la corporation. De ce nombre, plusieurs seront plus tard démolis ou abandonnés à cause de leur mauvais état ou de la difficulté d'y accéder. On se retrouve en bout de ligne avec 39 camps pouvant accueillir 160 personnes.

### 3. L'Opération Gestion Faune

#### 3.1 Les solutions antérieures à l'opération

Dans les années qui suivent la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement québécois effectue quelques tentatives afin d'assurer une meilleure accessibilité aux ressources. On tente notamment de rendre totalement accessible à la population certains territoires disséminés dans la province et de faible étendue, entraînant une surexploitation dans la plupart des cas puisqu'aucun contrôle n'y est exercé. Il s'agit d'ailleurs selon les propres dires du gouvernement d'un geste improvisé. Comme nous l'avons vu, on crée

aussi des réserves et des parcs publics, la Réserve Rimouski par exemple. Une autre solution appliquée consiste en la conversion de clubs en réserves à gestion déléguée dont les résultats ne sont guère concluants. Puis en 1970, il y a l'Opération Accessibilité qui doit aboutir à l'élimination des clubs privés. Seulement 100 disparaissent pour être remplacés par des réserves gérées par l'État. Bien que n'ayant pas été menée à terme, on considère malgré tout l'expérience comme un succès. Enfin, des sociétés de gestion telles que la Réserve Duchénier sont implantées et le gouvernement paraît alors satisfait des résultats obtenus<sup>36</sup>. Pour le gouvernement, il demeure important de trouver une solution peu coûteuse et efficace au plan de la conservation des ressources.

### 3.2 La mise en marche de l'opération

Avant les élections de 1976, aucun parti politique n'avait osé inclure l'abolition des clubs privés dans son programme. Le Parti Québécois finit par endosser cette mesure et l'inclut dans son programme de 1976<sup>37</sup>. Le 22 décembre 1977, le ministre de la Chasse et de la Pêche, Yves Duhaime, annonce l'abolition des clubs privés de chasse et de pêche sur les terres publiques. Ainsi, dès le premier avril de l'année suivante, aucun bail de chasse et de pêche n'est renouvelé<sup>38</sup>. Déjà depuis 1970, le MTCP n'émet plus de tels baux exclusifs. Quant à ceux qui sont renouvelés entre 1970 et 1977, on tient compte de la localisation du territoire concédé, de l'utilisation effective du bail et du respect des termes

---

<sup>36</sup> MTCP, *Les droits exclusifs de chasse et de pêche : analyse de la situation et propositions de solution*, Québec, novembre 1977, p. 3.

<sup>37</sup> Paul-Louis Martin, op. cit., p. 170.

<sup>38</sup> Yves Duhaime, "Déclaration ministérielle. Politique concernant les droits de chasse et de pêche", *Journal des débats*, deuxième session, 31<sup>e</sup> législature, 22 décembre 1977, 19, P. 138

de location<sup>39</sup>. Le Québec est alors divisé en zones d'aménagement et de conservation (ZAC). À l'intérieur de celles-ci, on trouve des zones d'exploitation contrôlées (ZEC). Le gouvernement délègue la gestion de ces dernières à des associations de chasse et de pêche locales, dans le but d'assurer le plus possible la participation des citoyens à la gestion et à la protection des ressources fauniques du Québec<sup>40</sup>. Auparavant, trois groupes de travail se sont penchés sur la question. Un premier en 1975, composé de fonctionnaires chargés d'étudier les conséquences de la présence de droits exclusifs sur l'exploitation de la faune. Il conclut qu'il s'agit d'un obstacle et qu'il faut voir à ce que toute la population ait accès aux ressources. Suite à cette étude, un deuxième comité dirigé par le Conseil supérieur de la faune est chargé de trouver des solutions au problème et tente d'en prévoir les conséquences probables. Ses travaux s'étendent sur un an et demi. Enfin, un dernier comité auquel participent une dizaine de députés procède à une évaluation de la situation et effectue un sondage dans l'ensemble de la province<sup>41</sup>. Dès lors le ministre peut rendre publique sa décision de “ décluber ”.

Deux principes orientent alors l'action du gouvernement. Le premier est la propriété collective des ressources fauniques. Le second fait référence à l'égalité des chances pour accéder à ces ressources, afin de contrer, dit-on, les excès engendrés par le système des clubs privés. En effet, le principal excès vient de l'interprétation trop large

---

<sup>39</sup> MTCP, *Les droits exclusifs de chasse et de pêche : analyse de la situation et propositions de solution*, Québec, novembre 1977, p. 3.

<sup>40</sup> Yves Duhaime, *op. cit.*

<sup>41</sup> En collaboration, “ Premier jalon de l'Opération Gestion Faune ”, *Québec chasse et pêche*, Dossier Opération Gestion Faune, mars 1978, p. 40.



que faisaient les membres de clubs de leur bail d'exclusivité. Celui-ci ne concernait que l'exclusivité de la pratique de la chasse et de la pêche sur un territoire donné. Mais la plupart du temps, les clubs bloquaient le passage au reste de la population. Ce qui empêchait la pratique d'autres activités telles que le camping et le canotage<sup>42</sup>. On juge alors que par souci d'équité, on ne peut continuer à réserver l'accès aux ressources fauniques à un segment trop étroit de la société<sup>43</sup>. Cette prise de position de la part du gouvernement vient en partie du fait que, désormais, celui-ci représente davantage les intérêts de la classe moyenne. Maintenant, ce sont leurs intérêts qui sont défendus plutôt qu'uniquement ceux d'une minorité plus fortunée.

### 3.3 La solution retenue

La solution que le gouvernement privilégie dans le cadre de l'Opération Gestion Faune vient rendre l'accès des territoires de chasse et de pêche à la population. Ainsi, les Québécois doivent avoir la priorité de l'utilisation des ressources tout en ayant la possibilité de participer à leur aménagement et à leur gestion. Cette gestion devra être plus efficace que celle des clubs privés. Le gouvernement considère par le fait même que les services reliés à l'exploitation des ressources ne doivent pas être de son unique ressort<sup>44</sup>.

On préfère alors une élimination immédiate des baux plutôt qu'une élimination

---

<sup>42</sup> MTCP, *op. cit.* p. 7.

<sup>43</sup> MTCP, *Exposé de la situation actuelle de l'Opération Gestion Faune*, Québec, octobre 1978, p. 1.

<sup>44</sup> *Ibid.* p. 14.

graduelle. Cette dernière solution aurait eu comme effet de provoquer du scepticisme dans la population suite aux expériences du passé et aurait provoqué chez les membres un sentiment d'insécurité susceptible de mener à des abus. En conséquence, la gestion des ressources fauniques est rapidement reprise par le gouvernement et sur l'ensemble du territoire québécois. Si les clubs privés voient alors leurs baux révoqués, il n'en va pas de même pour les pourvoyeurs qui conservent les leurs. Cependant, on décrète un moratoire d'un an afin de pouvoir préciser de nouvelles normes et éliminer les clubs privés déguisés en pourvoyeurs<sup>45</sup>. Ensuite, le Québec est divisé en zones d'aménagement et de conservation (ZAC), couvrant tout le territoire au sud du 52<sup>e</sup> parallèle et s'étendant même aux zones urbaines et agricoles<sup>46</sup>. Ce sont ces ZAC qui prennent les décisions quant à l'affectation du territoire à des fins fauniques. Leur mandat est donc d'aménager la faune et de la mettre en valeur afin de favoriser la pratique d'activités de plein-air et d'organiser la participation des utilisateurs. À l'intérieur des ZAC, on retrouve les zones d'exploitation contrôlée. Dans tout le territoire québécois, une cinquantaine de ZEC sont ainsi mises sur pied<sup>47</sup>. À partir du moment où ces organismes sont mis en place, toute personne qui s'intéresse à la chasse, à la pêche ou à la protection de l'environnement peut participer à l'élaboration des politiques de gestion des ZEC et des ZAC et cela, peu importe son appartenance à un groupe social en particulier.

On définit les ZEC comme étant des territoires giboyeux et facilement accessibles,

---

<sup>45</sup> *Ibid.* p. 15-16.

<sup>46</sup> En collaboration, *op. cit.* p. 40.

<sup>47</sup> MTCP, *Exposé de la situation actuelle de l'Opération Gestion Faune*, Québec, octobre 1978, p. 2.

gérés par des associations à but non lucratif. Lorsqu'une association désire obtenir la gestion d'une ZEC, elle en fait la demande au bureau régional du MTCP, qui décide par la suite s'il donne son accréditation à l'association. Celle-ci est accordée en fonction du nombre de membres qu'elle représente et de ses réalisations passées. Dorénavant pour chasser dans une ZEC, il faut se procurer une carte de membre auprès de l'association qui en est responsable. Cette carte est valide dans toutes les ZEC de la province<sup>48</sup>. On s'inspire alors du modèle des clubs de motoneige déjà en place au Québec et dans d'autres provinces. On entend favoriser d'abord les associations de chasseurs et de pêcheurs sportifs car on considère que leurs membres ont une certaine expérience en gestion et en conservation des ressources. Par ailleurs, le MTCP entend suivre de près la prise en charge des ZEC, car on ne veut pas que quelques utilisateurs en prennent le contrôle afin de s'assurer de l'exclusivité du territoire. On favorise toutefois l'implication des anciens membres de clubs étant donné leur expérience et leur connaissance du territoire. D'ailleurs, on désire que les ZEC comptent le plus de membres possible. D'une part, pour faciliter leur financement et d'autre part, pour empêcher, avec raison, la prise de contrôle par un groupe restreint. Par ailleurs, les anciens membres pourront continuer de fréquenter le territoire et conserver leurs installations. En attendant que leur statut soit régularisé, un droit d'utilisation temporaire leur est accordé<sup>49</sup>. Cette manière de faire contraste avec ce qui a été fait plus tôt dans le cadre de la Réserve Duchénier. En effet, plutôt que d'exproprier les propriétaires de chalets, on leur a permis de garder leurs

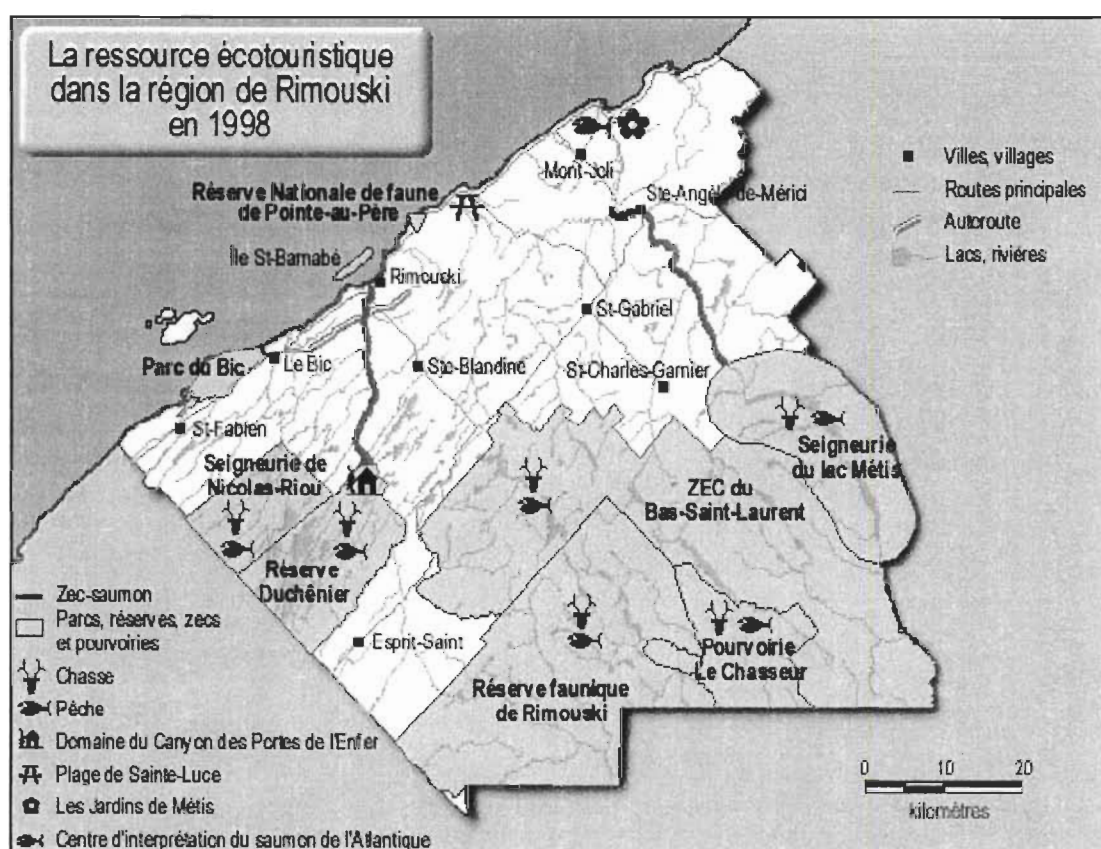
---

<sup>48</sup> En Collaboration, " Dix questions chaudes ", *Québec chasse et pêche*, Dossier Opération Gestion Faune, mars 1978, p. 38.

<sup>49</sup> En collaboration, " La ZEC, pierre angulaire de l'exploitation contrôlée ", *Québec chasse et pêche*, Dossier Opération Gestion Faune, mars 1978, p. 43-45.

installations, tenant compte du sentiment d'appartenance bien réel que ces personnes ont développé envers un territoire qu'ils ont fréquenté pendant parfois près de 75 ans. C'est le cas d'Adélarde Leblanc du Club Leblanc des Eaux-Mortes.

C'est donc dans ce contexte qu'est créée la ZEC du Bas-Saint-Laurent, occupant un territoire de 841 kilomètres carrés. Au cours de sa première année d'existence, elle compte déjà 2 500 membres. En tout, ce sont plus de 30 clubs privés qui disparaissent lors de sa création. Désormais, tous les amateurs de chasse peuvent accéder à ces territoires riches en gibier.



On remarque que les territoires réservés aux loisirs de plein-air occupent aujourd'hui un espace aussi vaste qu'à l'époque des clubs privés. Sauf que désormais, l'ensemble de la population peut accéder au territoire.

Source : Atlas électronique du Bas-Saint-Laurent

## CONCLUSION

À l'aide d'exemples tirés de la région du comté de Rimouski, nous avons traité du problème provincial de l'accès au territoire. Pour plusieurs personnes, les droits exclusifs constituent une injustice car une faible proportion de chasseurs québécois ou américains les possèdent. Selon eux tous les citoyens de la province devraient avoir un accès égal aux ressources naturelles de leur territoire. Ce qui est impossible tant que les compagnies forestières et les clubs privés en contrôlent l'accès. L'interprétation erronée et la méconnaissance de la loi aggravent la situation. Plusieurs clubs s'arrogent effectivement des droits qu'ils n'ont pas en empêchant systématiquement les gens de circuler sur leur territoire. Peu de gens protestent car ils ignorent les limites des droits de ces organisations privées.

Pour d'autres, surtout les membres de clubs, il s'agit du meilleur moyen de conserver les ressources naturelles de la province. Ils se voient comme les garants de leur intégrité. Toutefois, des abus se commettent continuellement à l'intérieur du système. Quoiqu'il en soit, des milliers de chasseurs pratiquent la chasse sportive dans les clubs privés et contribuent ainsi à l'établissement d'une facette de la culture québécoise telle qu'on la connaît aujourd'hui. Ces amateurs empruntent des manières de faire aux Amérindiens et aux chasseurs utilitaires. Ils adaptent ces techniques à leurs pratiques,

les perfectionnent. Si bien que l'on retrouve aujourd'hui tout un bagage culturel chez le chasseur québécois qui tire à la fois ses origines de la chasse sportive et de la chasse utilitaire.

Dans les clubs privés, on rencontre d'abord des gens de la grande bourgeoisie et par la suite des représentants des élites locales. Les origines sociales et les occupations professionnelles amènent ces gens à intégrer différents réseaux d'influence. Le sociétariat des clubs privés reflète bien l'appartenance à de tels réseaux car les clubs étudiés affichent une certaine homogénéité dans leurs rangs. On n'a en effet qu'à penser au Club Caribou dont les quelques membres proviennent tous de l'industrie du transport maritime. Son successeur, le Club Taché, est quant à lui composé de prêtres ou de gens qui leurs sont proches. Étendant le contrôle qu'elles exercent sur leur monde, les élites entendent bien protéger leurs privilèges en interdisant tout accès à leurs clubs aux non-membres.

Ce système, malgré la vague de concessions connue dans l'Après Guerre, ne répond plus à la demande croissante. Dans le comté de Rimouski, il n'y a alors plus de territoires disponibles. Afin de faciliter l'accès au territoire au plus grand nombre de chasseurs, il n'y a qu'une alternative possible : ou les clubs acceptent plus de membres, ou on les abolit. Comme la pression populaire est très forte, le gouvernement choisit donc la deuxième solution. Les clubs privés sur les terres publiques n'existent plus, sauf de rares exceptions. On pense ici au Club des Appalaches situé dans le Bas-Saint-Laurent. Les membres de ce club sont toujours devant les tribunaux face au gouvernement qui

conteste depuis près de 20 ans leurs droits de chasse sur le territoire d'une ancienne seigneurie. Il s'agit toutefois d'un cas particulier.

Plusieurs estiment que l'abolition des baux exclusifs mènera à une hécatombe, que les ressources cynégétiques vont disparaître parce que le gouvernement ne sera pas apte à gérer et contrôler l'ensemble du territoire. On fait alors référence aux erreurs commises dans le passé. Toutefois, les autorités sont maintenant prêtes à faire face à la tâche qui leur incombe, après des années de préparation. Elles connaissent bien la façon de gérer de vastes territoires puisque le gouvernement a déjà mis sur pied, nous l'avons vu, des réserves de chasse et de pêche. Par ailleurs, l'embauche de biologistes par le MTCP dans les années soixante permet d'acquérir une excellente connaissance du territoire et de ses ressources. De plus, l'Opération gestion faune ne s'est pas faite au hasard, plusieurs options ont été considérées, incluant le maintien des clubs privés.

La solution retenue mène à la création des ZEC. En favorisant la création de telles entités, le gouvernement démontre son désir d'associer de près la population à la gestion de la faune. Après plus de 20 ans de gestion par les ZEC, on peut sans crainte affirmer que l'expérience est une réussite. On y réussit en effet à protéger efficacement les ressources cynégétiques tout en permettant à tout chasseur québécois d'y accéder.

Toutefois, depuis 10 ans, leur nombre ne cesse de diminuer. Depuis 1989, le nombre de permis vendus à des chasseurs québécois passe de 629 182 à 485 995<sup>1</sup>, soit une baisse d'environ 22 %. Quelles que soient les raisons de cette baisse, il faut s'interroger sur les conséquences à venir quant à l'accès au territoire. Voyant ses revenus diminuer, le gouvernement pourrait-il à nouveau avoir recours à une forme de droits exclusifs afin de s'assurer des revenus? Dans le contexte actuel, où le libre échange est à l'honneur, où le gouvernement provincial tente de réduire le plus possible la dette publique, il faut s'assurer de ne pas perdre les acquis de la Révolution tranquille. Ceux-ci, en plus de concerner la santé et l'éducation publiques, incluent la question de l'accès au territoire. Car tout au long de ce texte, nous avons vu que seule une fraction des chasseurs y avaient auparavant accès.

Cette question, on le constate, est encore loin d'être réglée. Plus que jamais au cours des vingt dernières années, il paraît aujourd'hui important de veiller à ce que tous les citoyens aient des chances égales de profiter des ressources naturelles. En 1977, le gouvernement a fait le choix de rendre accessibles à toute la population les territoires de chasse et de pêche: en de nombreux endroits, on a dû exproprier des chalets et autres bâtiments qui étaient l'objet d'un réel sentiment d'appartenance de la part de leurs propriétaires. Il faut maintenant veiller à ne pas faire de même avec l'ensemble des chasseurs en rendant inaccessibles les réserves provinciales par des coûts prohibitifs ou

---

<sup>1</sup> Sépaq, *Vente de permis de chasse*, [http://www.fapaq.gouv.qc.ca/fr/faune/ventes/chasse\\_rep](http://www.fapaq.gouv.qc.ca/fr/faune/ventes/chasse_rep).



encore en concédant à nouveau des droits exclusifs sur des territoires facilement accessibles.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1. Production scientifique

BLANCHARD, Raoul, *L'est du Canada français : la province de Québec*, Montréal, Beauchemin, 1935.

BLANCHET, Alain et Anne GOTMAN, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, Éditions Nathan, 1992

BOURDIEU, Pierre, *La distinction critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, collection Le sens commun, 1979.

BOUDREAU, Claude, Serge COURVILLE et Normand SÉGUIN, *Atlas historique du Québec : le territoire*, Sainte-Foy, PUL, 1997.

CABIN, Philippe, "Dans les coulisses de la domination", dossier Le monde selon Bourdieu, *Sciences humaines*, 105, mai 2000.

Caron, Marie-Ange et al., *Mosaïque rimouskoise, une histoire de Rimouski*, Rimouski, Le Comité des fêtes du cent cinquantième anniversaire de la paroisse Saint-Germain-de-Rimouski, 1979.

CUCHE, Denys, *La notion de culture dans les sciences sociales*, Paris, Éditions La Découverte, 1996.

DUGAS, Clermont, *Les régions périphériques. Défi au développement du Québec*, Sillery, PUQ, 1983.

DUGAS, Clermont, *Un pays de distance et de dispersion*, Sillery, PUQ, 1981.

FORTIN, Jean-Charles et Antonio LECHASSEUR, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Québec, IQRC, 1993.

GAGNON, Alain G., *Développement régional, État et groupes populaires*, Hull, Éditions Asticou, 1985.

GRANDTNER, Miroslav, “Aperçu de la végétation du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine”, *Cahiers de géographie du Québec*, Vol. 16, 1972, p. 116-121.

GUAY, Donald, *La chasse au Québec Chronologie commentée (1603-1900)*, Québec, Société québécoise du loisir, Collection : Temps libre 3, 1982.

GUAY, Donald, *Histoires vraies de la chasse au Québec*, Montréal, VLB Éditeur, 1983.

HÉTU, Bernard, “Géologie et géomorphologie du Bas-Saint-Laurent”, *Parcours historiques dans la région touristique du Bas-Saint-Laurent*, Paul Larocque et collaborateurs, Rimouski, GRIDEQ, 1994.

LEBLANC, Marcel, “Le Club Leblanc des Eaux Mortes”, *Revue d'Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Vol. XVII, No.2 (45), juin 1994.

LEMIEUX, Paul, *C'est arrivé par chez-nous...*, Rimouski, ministère du Loisir de la Chasse et de la Pêche, 1986.

LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER, Jean-Claude ROBERT, François RICARD, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise. Tome 1*. Montréal, Boréal, 1989.

LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER, Jean-Claude ROBERT, *Histoire du Québec contemporain, Le Québec depuis 1930. Tome 2*, Montréal, Boréal, 1989.

MARTIN, Paul-Louis, *Histoire de la Chasse au Québec*, Montréal, Éditions du Boréal, 1981.

MARTIN, Paul-Louis, *La chasse au Québec*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1990.

POULIN-DRAPEAU, Huguette, *L'accès de la population au territoire des clubs privés de chasse et de pêche unités d'aménagement des Basques et de la Neigette*, Sherbrooke, 1977.

POUPART, Henri, *Le scandale des clubs privés de chasse et de pêche*, Montréal, Éditions Parti pris, 1971.

PRONOVOST, Gilles et al., *Cultures, populaires et sociétés contemporaines*, Sillery, P.U.Q., 1982.

## 2. Fonds d'archives

Fonds du ministère du Tourisme de la Chasse et de la Pêche.

Fonds d'archives de la famille Reford.

CEDAD, fonds d'archives du séminaire de Rimouski.

Archives du Club Leblanc des Eaux-mortes.

### 3. Documentation gouvernementale

BERNIER, Laurent et Armand LEBLOND, *Portrait des 106 mi.<sup>2</sup>*, ministère du Tourisme et de la Chasse et de la Pêche, Rimouski, 1976.

BANVILLE, Charles, *L'exploitation et la mise en valeur des ressources de la Réserve faunique de Rimouski*, MLCP, 1985.

DUHAIME, Yves, “ Déclaration ministérielle. Politique concernant les droits de chasse et de pêche ”, *Journal des débats*, deuxième session, 31<sup>e</sup> législature, 22 décembre 1977, 19.

LESVESQUE, Julien, *Description du territoire, du potentiel faunique et de l'utilisation de la Réserve Duchénier*, Rimouski, MLCP, 1984.

MLCP, *L'orignal et son habitat*, La faune du Québec, 1986.

MLCP, *Le cerf de Virginie et son habitat*, La faune du Québec, 1986.

MTCP, *Les droits exclusifs de chasse et de pêche : analyse de la situation et propositions de solution*, Québec, novembre 1977.

MTCP, *Exposé de la situation actuelle de l'Opération Gestion Faune*, Québec, octobre 1978.

Québec, *Inventaire des ressources naturelles. Section forestière. Comté municipal de Rimouski*, ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, 1942.

Québec, *Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la Province de Québec pour les douze mois expirés le 30 Juin 1885*, Charles-François Langlois, 1886.

Québec, *Rapport général du ministre de la Colonisation, des Mines, et des Pêcheries de la Province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1908*, Québec, Charles Pageau, Imprimeur de Sa Majesté, 1909, p. 159, 178, 181-189.

Québec, *Rapport général du ministre de la Colonisation, des Mines, et des Pêcheries de la Province de Québec 1931*, Québec, Imprimeur du Roi, 1931.

Québec, *Rapport annuel du ministère de la Chasse et des Pêcheries 1942*, Québec, Imprimeur du Roi, 1942.

Québec, *Rapport annuel 1965, ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche*, Éditeur officiel du Québec, 1965.

Québec, *Rapport annuel 1967, ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche*, Éditeur officiel du Québec, 1967.

Québec, *Rapport annuel 1968-69, ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche*, Éditeur officiel du Québec, 1969.

Québec, *Statuts refondus de la Province de Québec*. Québec, Charles-François Langlois, 1885, P.27.

Québec, *Statuts refondus de la Province de Québec. Vol. 2*, Québec, Charles-François Langlois, 1888, P. 638.

#### 4. Documents émanant des groupes de pressions

En collaboration, *Rapport de consultation sur le rapport sur les 106 m<sup>2</sup>*, Comité mixte Basques-Neigette, 1977.

En collaboration, *Suggestions pour l'utilisation des territoires de chasse et de pêche*. Groupe Perspectives-Jeunesse, Opération Dignité II, Esprit-Saint, 1972.

Comité technique Basques-Neigette, *Rapport préliminaire version 03 du Comité technique Basques-Neigette sur l'aménagement intégré des ressources du territoire Basque-Neigette*, Rimouski, Comité technique Basques-Neigette, 31 mars 1977.

Comité mixte Basques-Neigette, *Basques-Neigette...et vous*, comté de Rimouski, Comité mixte Basques-Neigette, 1976.

Comité mixte Basques-Neigette, *Rapport final sur les 106 m<sup>2</sup>*, comté de Rimouski, Comité mixte Basques-Neigette, 28 février 1977.

Conseil régional de développement, *Rapport de consultation sur le rapport sur les 106 m<sup>2</sup> déposé à la table du Comité mixte Basques-Neigette*, Comité mixte Basques-Neigette, 28 février 1977.

Corporation du territoire populaire Chénier, *La corporation du territoire populaire Chénier*, Corporation du territoire populaire Chénier.

#### 5. Journaux et revues

*L'Écho du Bas-Saint-Laurent*, Rimouski, L'Imprimerie Générale, 1930-1970

*Le Progrès du Golfe*, Rimouski, Compagnie du Progrès du Golfe, 1904-1970.

*Le Rimouskois*, Rimouski, Les Éditions du Bas-Saint-Laurent, 1967-

*Le Progrès-Écho*, Rimouski, Groupe de Presse Bellavance, 1970-1995

*Le Soleil*, Québec, Le Soleil, 1896-

*La Presse*, Montréal, La Presse, 1884-

*Québec Chasse et Pêche*, Montréal, Publications plein air, 1971-1982.

*Sentier Chasse et Pêche*, Montréal-Nord, Groupe Polygone éditeurs inc., 1982-

## 6. Atlas et cartes

Division des locations, *Carte montrant les territoires de chasse et de pêche sous bail*, ministère du Tourisme de la Chasse et de la Pêche, 1963 et 1972.

Anonyme, *Leased Hunting and Fishing Limits of Anglo-American Fish and Games Protection Club*, Août 1931, révisé en 1958.

BAEQ, *Atlas régional de l'Est-du-Québec*, Mont-Joli, Bureau d'aménagement de l'Est-du Québec, 1966.

MICHAUD, Yves et al., *Atlas urbain de Rimouski*, Rimouski, module de géographie, UQAR, 1991.

## 7. Sites Internet

Atlas électronique du Bas-Saint-Laurent <http://www.uqar.quebec.ca/atlasbsl/index.htm>



Collections numérisées du Canada <http://collections.ic.gc.ca/metis>

CSN <http://www.csn.qc.ca/Portrait/PortraitPdf/RegionsNordEst.pdf>